

**Commission de Services Régionaux
RESTIGOUCHE
Regional Service Commission**

**RAPPORT ANNUEL
2014
ANNUAL REPORT**

*Annual General Meeting / Assemblée Générale Annuelle
June 25 juin 2015
Balmoral*

68A rue Water Street
Campbellton, NB E3N 1B1
(506) 789-2595
www.commissionrestigouche.ca
info@commissionrestigouche.ca

TABLE des MATIÈRES

TABLE of CONTENTS

MESSAGE DU PRÉSIDENT CHAIRMAN'S MESSAGE	1
RAPPORT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE Executive Directors' Report	5
RAPPORTS DES CHEFS DE DÉPARTEMENTS / Departmental Reports	
Division Urbanisme / Planning Division	8
+Tableaux/Tables 1-5 & Note	
Division des Déchets Solides / Solid Waste Division	15
+Tableaux/Tables A-C	
Annexe 1	Appendix 1

CSR RESTIGOUCHE RSC

RÉGION & COMMUNAUTÉS DESSERVIES / Region & Communities served

MANDAT et SERVICES / Mandate and Services

ORGANIGRAMME / Organizational Chart

CONSEIL D'ADMINISTRATION / Board of Directors

PRÉSENCES / Attendance

DÉPENSES DES MEMBRES / Member Expenses

Annexe 2	Appendix 2
----------------	------------

ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS 2014	2014 AUDITED FINANCIAL STATEMENTS
--------------------------------------	-----------------------------------

MESSAGE DU PRÉSIDENT 2014

C'est avec plaisir, à titre de Président de la Commission de services régionaux Restigouche, que je vous présente le rapport des activités pour l'année 2014.

Au cours de notre deuxième année, nous avons poursuivi notre apprentissage des services existants. Je dois vous avouer que nous témoignons d'une belle collaboration en tant que groupe. Je n'ai aucun doute que ce soit bénéfique d'avoir regrouper tous les maires et les présidents des Districts de services locaux (DSL) pour gouverner cette commission régionale. Au cours de l'année, nos membres ont su démontrer le sérieux de leur rôle et de leur engagement.

Si vous vous en rappelez bien, l'an dernier nous avons soumis une demande pour le changement de notre nom. En avril dernier, le décret officiel de l'amendement au règlement de la Loi sur la prestation de services régionaux, nous confirmait l'acceptation de notre nouvelle appellation, soit: 'Commission de services régionaux Restigouche'.

Afin d'assurer une communication ouverte entre les CSRs et le Ministre de l'environnement et des gouvernements locaux, les Présidents ont rencontré le ministre en juin dernier. Quoique la tenue des élections provinciales a retardé la rencontre envisagée pour l'automne, nous avons pris l'occasion, en novembre, de rencontrer nos députés locaux afin de les renseigner des priorités de notre CSR.

Au cours de l'année, notre Conseil d'administration a tenu 9 réunions régulières avec un taux de présence exemplaire démontrant clairement l'engagement et

CHAIRMAN'S MESSAGE 2014

As Chairman of the Restigouche Regional Service Commission, I am pleased to present a report of activities for the 2014 calendar year.

During this second year, we have become more familiar with our existing services. I must admit that I am very pleased with the collaboration of our group. I have no doubt that it has been beneficial to have gathered all mayors with Local Service District (LSD) chairpersons to govern this regional commission. During the course of the year, our members have demonstrated that they take their role and their commitment seriously.

If you recall, last year, we had submitted a request to change the name of our Commission. In April, the official order of council amending the regulation of the Regional Service Delivery Act confirmed that our new name was accepted, namely: 'Restigouche Regional Service Commission'.

In order to keep an open line of communication between RSCs and the Department of Environment & Local Government, Commission Chairpersons met with the Minister last June. Although the meeting anticipated for the Fall was postponed due to the provincial elections, we took the opportunity, in November, to meet with our local MLAs to make them aware of our RSC's priorities and files.

Throughout the year, our Board of Directors held 9 regular board meetings with an exemplary attendance record, clearly demonstrating the

l'esprit de collaboration des membres (voir tableau en annexe pour détails).

Afin de traiter divers sujets plus profondément, des comités dédiés à des tâches particulières se sont réunis. Dans certains cas, le comité se rencontre et dans d'autres cas, des représentants du comité rencontrent des officiels pour régler ou faire avancer les dossiers, parmi lesquels:

- Renouvellement de l'entente avec Red Pine / Recyclage (5 rencontres)
- Finances (3 rencontres)
- Tourisme (4 rencontres)
- Police (6 rencontres)
- Infrastructure régionale (2 rencontres)
- Évaluation de la direction (2 rencontres)

Nous continuons de nous acquitter de nos tâches reliées aux services mandatés. Vous pourrez constater les résultats des opérations dans les rapports des divisions des services d'urbanisme (aménagement) et de la gestion des déchets solides.

Du côté urbanisme, je tiens à remercier les membres du Comité consultatif en matière d'urbanisme (CCMU) formé de représentants non-élus des municipalités et des DSLs pour leur intérêt et leur contribution.

Pour ce qui en est des déchets solides, je tiens à vous rassurer que les délibérations au niveau d'un projet de recyclage porte à porte se poursuivent, toutefois, note défi se maintient au niveau financier. Nous continuons nos discussions et notre planification, toutefois, nous tentons toujours d'identifier des moyens de réduire les coûts du projet ainsi que des sources de financement. Quelques rencontres ont eu lieu avec les représentants de la CSR Chaleur et les

members' commitment and the spirit of collaboration. (see table in appendix for details).

In order to deal with some topics in more depth, various working committees are dedicated to particular tasks. In some cases, the committee meets and in other cases, committee representatives meet with officials to resolve issues or to move files forward, such as:

- Recycling / Red Pine agreement renewal (5 meetings)
- Finance (3 meetings)
- Tourism (4 meetings)
- Policing (6 meetings)
- Regional infrastructure (2 meetings)
- Performance appraisal of the ED (2 meetings)

We continue to fulfill our responsibilities with respect to our mandated services. The operational results of our Planning and Solid Waste divisions can be seen further in this report.

On the Planning side, I would like to thank the members of the Planning Review and Adjustment Committee (PRAC) formed of non-elected representatives from municipalities and LSDs for their interest as well as their contribution.

With respect to Solid Waste, I want to assure you that deliberations with regards to door to door recycling continue, however, our challenge remains at the financial level. We continue our discussions and our planning, however, we are attempting to identify ways to reduce the project costs as well as other sources of funding. Several meetings were held with the representatives of the Chaleur RSC and the other proponents of the agreement for the Red Pine

autres partisans de l'accord pour le site d'enfouissement de Red Pine en vue du renouvellement de l'entente qui était prévu pour la fin 2014, mais qui a été reporté à l'année courante.

Nous avons soulevé à plusieurs reprises le sujet du 'Plan d'aménagement régional' car nous sommes conscients de l'importance d'avoir une définition claire de ce que cela implique, ainsi que le processus qui nous y conduira.

Un de nos sujets de discussion continue d'ordre primordial est, sans aucun doute, l'iniquité au niveau de la formule de péréquation reliée au coût du service de police. Grâce à nos efforts soutenus et acharnés en collaboration avec l'AFMNB et les associations municipales, une nouvelle formule de péréquation est en développement. Nous continuerons à défendre notre position jusqu'à ce que ce dossier soit réglé d'une façon équitable.

Du côté de collaboration régionale, nous avons:

- Continué nos efforts à promouvoir les bienfaits de l'établissement d'une Agence type "Authority". Je vous assure que ce dossier avance bien.
- Continué nos discussions concernant le potentiel d'évaluer et d'améliorer nos produits touristiques au Restigouche qui pourraient s'adapter aux marchés traditionnels et convoités, plutôt que strictement au marché des navires de croisières.
- Offert de jouer un rôle administratif dans la mise en place d'une levée hôtelière future

landfill for the renewal of our agreement which was due at the end of 2014, but has been postponed to this current year.

On several occasions, we have raised the subject of the 'Regional Plan' since we are conscious of the importance of having a clear definition of what this entails as well as the process that will guide us.

One of our topics of discussion which remains a priority is, without a doubt, the iniquity with respect to the equalization formula for the cost of the policing service. Thanks to our relentless efforts in collaboration with the AFMNB and municipal associations, a new equalization formula is in development. We will continue to defend our position until the matter is settled to our satisfaction, namely in an equitable manner.

Within our mandate of Regional Collaboration, we have:

- Continued our efforts to promote the benefits of establishing an Authority. I assure you that this file is moving forward in a productive manner.
- Continued our discussions regarding the potential of evaluating and improving our tourism products in Restigouche that could be adapted to traditional and coveted markets, rather than strictly to the cruise ship market.
- Offered to play an administrative role in the administration of a future accommodations levy

- Coordonné une contribution financière de la part de toutes les municipalités de plus de \$40,000 pour l'Aéroport régional de Charlo
- Intervenu pour appuyer le projet "Zenabis"
- Offert un appui moral à deux projets
 - Restigouche Gun Club
 - Aréna de St Arthur

Grâce à nos efforts concertés, depuis l'été dernier la région bénéficie d'un poste en région, soit une adjointe-gestionnaire de services locaux.

En conclusion, je désire exprimer mon appréciation aux membres pour leur appui et collaboration au cours de l'année, ainsi qu'à notre Directrice générale et à tout le personnel de la Commission pour leur persévérance et leur professionnalisme.

Félicitations aux communautés qui ont entrepris le travail qui mènera à des annexations en 2015. Ceci entraîne un changement des représentants de DSLs au sein de notre conseil d'administration--merci à Marc Thibeault qui quittera son siège et bienvenue à Burt Paulin qui se joindra au groupe.

Je suis convaincu, plus que jamais, de l'importance de notre rôle en tant que gouvernement régional au Restigouche pour défendre et revendiquer les dossiers prioritaires et pour faire avancer le développement de notre région.

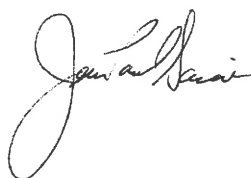
- Coordinated a financial contribution of more than \$40,000 from all municipalities for the Charlo Regional Airport
- Intervened to support the 'Zenabis' project
- Offered moral support to
 - Restigouche Gun Club
 - St Arthur arena

Thanks to our coordinated effort, since last Summer, the region benefits from a new position, being an Assistant Local Service Manager.

In closing, I express my appreciation to the members for their support and collaboration throughout the year as well as to our Executive Director and to all the Commission's personnel for their perseverance and their professionalism.

Congratulations to the communities that have undertaken the work that will lead to annexations in 2015. This results in a change of LSD representatives on our board--thank you to Marc Thibeault who will be leaving his seat and welcome to Burt Paulin who will join our group.

I am convinced, more than ever, of the importance of our role as the regional government of Restigouche to defend and lobby for the region's priority files and to ensure our development moves forward.



Jean Paul Savoie
Président / Chairman

RAPPORT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

À titre de directrice générale de la CSR Restigouche, je suis ravi de vous offrir un aperçu des activités principales menées au cours de la dernière année, se terminant le 31 décembre 2014.

Au cours de la première année, nous avons traité d'une variété de questions administratives compte tenu du fait que nous avons incorporé deux organismes existants sous le parapluie d'une nouvelle commission, cette année nous avons élaboré des descriptions de tâches pour tous les postes de chaque division.

Au cours de l'année, notre adjointe administrative a quitté ses fonctions. Compte tenu que nous étions dans le processus d'élaborer et de réviser les descriptions de tâches, nous avons comblé le poste de réception de façon temporaire. Le résultat a été une réaffectation des fonctions de tenue de livres et le poste a été affiché en fin 2014 pour être comblé en 2015.

Suite à l'acceptation de notre nouvelle appellation, nous avons entrepris les changements au niveau administratifs qui s'imposaient, entre autres; enseignes, site web, institutions financières, etc.

Au-delà de mes fonctions de préparation et suivis des réunions du conseil d'administration et comités, j'ai l'occasion de participer à diverses rencontres entre nos membres, comités et divers ministères/organismes ainsi que des consultations de suivi pour obtenir plus de détails, comme exemple, l'AITNB pour mieux comprendre la levée proposée pour l'hébergement, l'AFMNB sur des dossiers communs.

J'ai également une responsabilité au niveau de faciliter la communication à divers niveaux :

- avec les administrateurs municipaux/directions générales, nous avons convenu de se rencontrer quelques fois par année pour discuter de sujets reliés non

EXECUTIVE DIRECTOR'S REPORT

As Executive Director of the Restigouche RSC, I am delighted to provide an overview of main activities undertaken during the past year of operation, ending December 31st 2014.

Throughout the first year, we dealt with a variety of administrative issues considering the fact that we have incorporated two existing organizations under the umbrella of one new commission. This year we concentrated on elaborating job descriptions for each position in all divisions.

During the year, our administrative assistant left her position. Since we were in the process of elaborating and evaluating job descriptions, we chose to fill the reception position temporarily. The outcome was a reassignment of the bookkeeping functions and therefore the position was posted at the end of the year to be filled in 2015.

Following confirmation of our new name, we undertook all administrative changes required such as signage, website, financial institutions, etc.

In addition to my functions to prepare and follow-up of meetings of the Board and committees, I also have the opportunity to participate to various meetings between our members, committees and departments/organizations as well as other consults to get more details, for example with TIANB to better understand the proposed accommodations levy, the AFMNB with respect to common files.

I also have responsibility with respect to facilitating communications at various levels:

- with municipal administrators & CAOs, we have agreed to meet a few times per year to discuss topics related not only to the Commission but also other subjects of common interest. During

seulement à la Commission, mais aussi de d'autres sujets d'intérêt commun. Lors d'une des rencontres, nous avons accueilli Ken McGee qui nous a fait une mise à jour concernant les plans de mesures d'urgence.

- La Commission joue un rôle d'appui quant aux plans de mesures d'urgence et le coordonnateur a également participé à une réunion du Conseil en novembre et quelques rencontres de mise à jour avec moi.
- Avec d'autres commissions, on rencontre sur une base régulière les représentants du ministère d'EGL et tous les directeurs généraux des CSRs au niveau provincial. Ces rencontres nous donnent l'occasion de partager les meilleures pratiques et de collaborer sur des initiatives, lorsque cela est possible. Nous avons eu l'occasion de rencontrer également des officiels de divers ministères/organismes comme Développement Économique, Sécurité publique, AOCNB et bien d'autres. Suite à l'une des rencontres, j'ai élaboré un tableau comparatif des 12 commissions, pour le bénéfice de tous, afin de nous permettre de comprendre un peu mieux les autres régions et comment elles se comparent à nous au niveau de budget, territoire, employés, etc. Ce document sert d'outil également aux Présidents.

Nous avons amorcé le processus d'élaborer un Tableau des infrastructures de la région et nous tenterons d'acquérir des renseignements additionnels car nous croyons que cette liste, type profil, pourrait être un outil intéressant pour la région.

J'ai suivi une formation à l'égard de la Loi sur le droit à l'information et la protection de la vie privée et nous avons eu l'occasion de faire affaires avec la Commissaire quant à des demandes au cours de l'année.

one of the meetings, we invited Ken McGee who offered an update with respect to EMO plans

- The Commission has a supporting role with respect to EMO plans and the Board also had the opportunity to meet with the EMO regional coordinator during our November meeting as well as several update meetings with myself.
- with other commissions, we meet regularly with representatives from the Department of ELG, and all Executive Directors throughout the province. It provides an opportunity to share best practices and to partner on initiatives, when possible. It also provides an opportunity to meet with officials from departments/organizations such as Economic development, Public Safety, NBBOA and many others. Following one of our meetings, I elaborated a comparison table of the 12 commissions, in order to help us all better understand one another and how we compare at various levels such as budget, territory, employees, etc. This is used as a tool with our chairpersons also.

We began the process of elaborating a table of infrastructure in the region and we will be gathering more information since we believe that this list, profile type, can be an interesting tool for the region.

I participated to a training session on the Right to information and protection of Privacy Act and dealt with the Commissioner with respect to various requests during the year.

Un rappel que notre Commission de services régionaux fonctionne avec un budget d'un peu plus de 2,2 millions de dollars.

Le financement de la CSR est basé principalement sur les contributions des membres (municipalités et DSLs). Dans le cas des services corporatifs, la coopération et planification régionale, les municipalités et les DSLs contribuent d'après leur assiette fiscale et leur population.

Pour les services d'urbanisme, la contribution est fondée uniquement sur l'assiette fiscale.

Pour la Division des déchets solides, les revenus sont générés sur le frais de déversement des municipalités, DSLs, Première Nation, de particuliers et divers autres tels que les déchets industriels, commerciaux, de construction et de démolition, le recyclage, le fonds de fiducie pour l'environnement, etc.

Je désire exprimer mon appréciation :

- à tout le personnel de la Commission, mais plus particulièrement aux directeurs des deux divisions pour leur collaboration au cours de l'année, et
- au personnel du ministère de l'Environnement et des gouvernements locaux pour leur appui continu.

Et, je remercie nos membres de la Commission et de notre Conseil d'administration pour leur collaboration. Le travail de cette Commission est un parcours fort intéressant rempli de défis et je suis très reconnaissante d'en faire partie.

Respectueusement soumis,

Just to remind everyone, our Regional Service Commission operates with a budget of just over \$2.2 million.

Funding for the RSC is based mainly on contributions from members (municipalities and LSDs). In the case of corporate services, cooperative & regional planning, municipalities and LSDs' contributions are based on population and tax base.

For planning services, the contribution is based solely on tax base.

For the Solid Waste Division, revenue is generated based on the tipping fee, from municipalities, LSDs, First Nation, private users and various other such as industrial & commercial waste, construction & demolition waste, recycling, ETF funding, etc.

I want to express my appreciation to:

- all Commission staff, but most particularly to the directors of both divisions for their collaboration throughout the year, and
- the staff of the Department of Environment and Local Government for their on-going support.

And, I would also like to express my gratitude to the members of the Commission and our Board of Directors for their continued collaboration. This is a very interesting and challenging journey and I am delighted to have an opportunity to be part of it.

Respectfully submitted,


Betty-Ann Fortin
Directrice générale/Executive Director

Rapport de la Division d'urbanisme

Je suis heureux d'offrir un survol des activités et des réalisations de la Division d'urbanisme de la CSR Restigouche pour l'année 2014.

Les principaux services de la Division de l'urbanisme se constituent de soutien à la planification pour les plans municipaux et ruraux, qui englobe l'appui aux conseils municipaux et aux districts de services locaux afin de mettre en place et modifier les outils de développement et de planification dans leurs communautés respectives; et, la fonction administrative qui englobe la responsabilité de s'assurer que les développements sont conformes aux plans, règlements et arrêtés qui sont en place, par l'entremise des services offerts par les techniciens, agents de développement/inspecteurs en bâtiments avec l'émission de permis de construction et les services d'inspection.

Du côté soutien à la planification, tel que nous l'avons indiqué l'an dernier, la Commission de services régionaux Chaleur nous fournit dorénavant les services de géomatique. La première priorité était de créer une base de données initiale pour notre territoire. Cette base de données fut livrée en avril et une mise à jour fut effectuée en décembre.

Notre prestataire de services de géomatiques a également continué les travaux sur la carte de zonage pour la Communauté rurale de Kedgwick, et a livré une première ébauche en fin d'année. Les documents seront révisés et présentés au conseil municipal. À court terme, l'Arrêté de zonage de Kedgwick sera modifié pour adopter une carte de zonage officielle. À long terme, le Plan municipal et l'Arrêté de zonage doivent être remplacés par un nouveau plan pour la communauté. Afin d'accélérer la formulation d'un nouveau plan rural, nous avons rédigé un modèle de rapport d'étude préliminaire et une demande d'estimation de coût.

La région a procédé avec deux annexations qui auront un impact sur la division urbanisme soit:

- les District de services locaux (DSL) de Val d'Amour et de St-Arthur, et une portion du DSL de Blair Athol seront combinés avec le Village d'Atholville; et

Planning Division Report

I am pleased to provide a highlight of the activities and accomplishments of the Planning Division of the Restigouche RSC for 2014 operations.

The Planning Division's main services are comprised of Planning support for municipal and rural plans, which encompasses supporting municipal councils and the local service districts in order to set-up and modify development and planning tools in their respective communities; and, the administration function which encompasses the responsibility of ensuring that developments then conform to the by-laws, plans and regulations that are in place, through the services offered by the technicians, development officers/building inspectors with the issuance of building permits and provision of inspection services.

From a **Planning Support** point of view, as was indicated last year, we reached an agreement with the Chaleur Regional Service Commission to provide us with geomatic services. The first priority was to create an initial GIS geomatic database for the territory of the Commission. This initial database was delivered in April and updated in December.

Our geomatics services provider continued work on the zoning map for the Rural Community of Kedgwick and delivered a first draft at year's end. The documents will be revised and presented to council. In the short term, the Kedgwick Zoning By-law should be modified to adopt an official zoning map. In the long term, the Municipal Plan and Zoning By-law will have to be replaced by a new plan for the new community in whole. In order to expedite the formulation of a new rural plan, a background report format was developed and a request for a cost estimate was drafted.

The region has proceeded with two annexations that will have an impact on the Planning Division, namely:

- the Local Service Districts (LSD) of Val d'Amour and St-Arthur and a portion of the LSD of Blair Athol will be combined to the Village of Atholville; and,

- le DSL de Dundee et des parties des DSLs de McLeods et de Dalhousie Junction seront fusionnés au Village d'Eel River Crossing.

De nouveaux plans municipaux seront requis pour chacune de ces nouvelles municipalités incluant des études préliminaires et des Arrêtés de zonage.

Une fois que tous les détails pertinents à la restructuration des municipalités seront connus, incluant la délimitation exacte pour les nouvelles municipalités, il sera nécessaire que la CSR revisite la liste des priorités pour les plans municipaux et ruraux et d'établir un plan d'action pour la concentration des efforts futurs des employés de la division urbanisme.

Quoique des progrès ont été accomplis en 2014 sur les études préliminaires des plans ruraux de Point La Nim et Dalhousie Junction, les travaux furent mis en attente en raison des annexations envisagées.

En 2014, un total de 14 arrêtés furent préparés : 3 pour amender des plans et 11 pour amender des arrêtés. (Les détails des amendements aux arrêtés se retrouvent au tableau 1)

- the LSD of Dundee and portions of the LSDs of McLeods and Dalhousie Junction will be annexed to the Village of Eel River Crossing.

New municipal plans will be required for each of these newly expanded municipalities including preliminary studies and new Zoning By-laws.

Once the final details pertaining to restructured municipalities are known, including exact territorial limits, it will be necessary for the RSC to revisit the priority list for municipal and rural plans in order to re-establish an action plan for the concentration of efforts of the planning staff.

Although progress was made in 2014 on the background studies of the rural plans for Point La Nim and Dalhousie Junction, the work was put on hold pending further details on the annexations.

In 2014, a total of 14 by-laws were prepared: 3 plan amendments and 11 zoning by-law amendments. (Details of by-law amendments are in Table 1)

Arrêtés - By-laws

Community Communauté	Plan	Zoning Zonage	TOTAL
Atholville	1	1	2
Campbellton	-	3	3
Charlo	-	4	4
Dalhousie	2	3	5
TOTAL	3	11	14

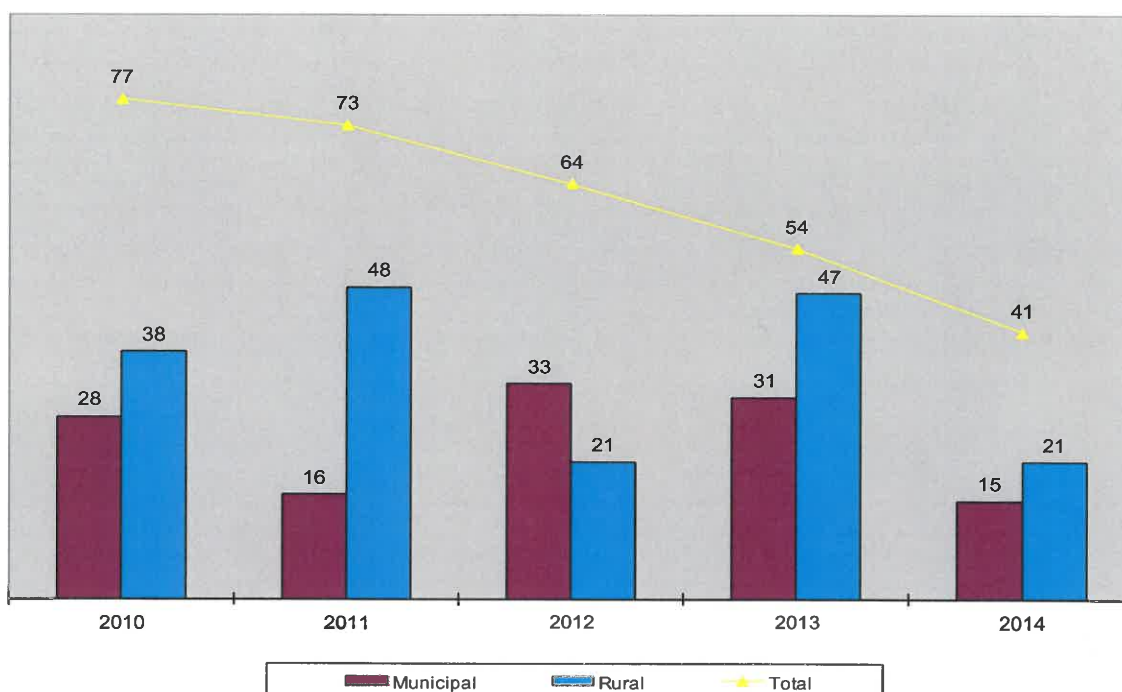
La fonction administrative de notre rôle nous donne la responsabilité de veiller à ce que les développements soient conformes aux règlements qui sont en place. Que ce soit l'implantation des plans municipaux ou ruraux, des arrêtés et règlements de zonage, de lotissement et de construction, nos agents d'aménagement/inspecteurs en construction doivent s'assurer que les développements se conforment à la réglementation.

The administrative function of our role provides us with responsibility of ensuring that developments conform to regulations that are in place. Whether it be the implementation of municipal or rural plans, zoning, subdivision and building by-laws or regulations, ensuring that the developments conform to the regulations that are in place, rests with the development officers/building inspectors.

Nous recevons également les plans de lotissement provisoires et finaux, afin de les analyser et de les approuver après consultation et approbation des autorités locales ou provinciales.

We also receive tentative and final subdivision plans, which are analyzed and approved after consultation and approval is obtained from local or provincial authorities.

Projets de Lotissement - Subdivision Projects



Comme vous pouvez le constater ci-haut, il y a eu **41 projets de lotissement** en 2014, impliquant la création de 36 nouveaux lots, donc 15 dans les municipalités et 21 dans le milieu rural. (Voir le TABLEAU 2 pour de plus amples détails).

As you can see above, there were **41 subdivision projects** during 2014, involving the creation of 36 new lots - 15 in the municipalities and 21 in the rural areas. (See TABLE 2 for further details).

Le processus de demande de permis de construction comprend deux rôles complémentaires:

- L'approbation des développements, et,
- Le service de l'inspection en bâtiment

The building permit application process consists of two complimentary roles:

- The approval of developments, and
- The building inspection service

Les agents d'aménagements assurent que les projets de construction et d'aménagements sont complétés conformément aux plans municipaux et aux arrêtés de zonage tel que prescrit la Loi sur l'urbanisme.

À cette fin, une des tâches associée à la fonction est la production de certificats de confirmation de zonage et/ou de lettres confirmant que l'affectation des terrains, bâtiments ou constructions sont conformes. En 2014, 35 lettres de confirmation furent complétées :

- 4 Village d'Atholville
- 4 Village de Balmoral*
- 8 Ville de Campbellton*
- 3 Village de Charlo
- 6 Ville de Dalhousie*
- 1 Village d'Eel River Crossing
- 1 Village de Tide Head*
- 8 Secteur rural*

** frais de services applicables*

Development officers ensure that construction projects and developments are completed in conformance with municipal plans and zoning by-laws as stipulated by the Community Planning Act.

Among others, one of the responsibilities of the position is to produce zoning confirmation and compliance documents. In 2014, 35 zoning confirmations were completed:

- 4 Village of Atholville
- 4 Village of Balmoral*
- 8 City of Campbellton*
- 3 Village of Charlo
- 6 Town of Dalhousie*
- 1 Village of Eel River Crossing
- 1 Village of Tide Head*
- 8 Rural sector*

**Service fees applicable*

Les inspecteurs en construction assurent la conformité des projets de construction aux arrêtés et règlements de constructions.

En 2014, 785 permis de construction ont été émis pour une valeur totale de construction de **\$42,030,442**

- Territoire municipal: 597 permis pour une valeur de \$31,901,194 (voir le TABLEAU 3 pour la répartition par communauté)
- Territoire rural: 188 permis pour une valeur de \$10,129,248 (voir le TABLEAU 4 pour la ventilation par paroisse)

Les frais pour les permis de construction sont perçus et retournés aux municipalités & au ministère de l'Environnement et des gouvernements locaux pour les DSLs. En 2014, ceux-ci ont générés \$184,538, soit 133,538\$ pour les municipalités & \$50,671 pour les DSLs.

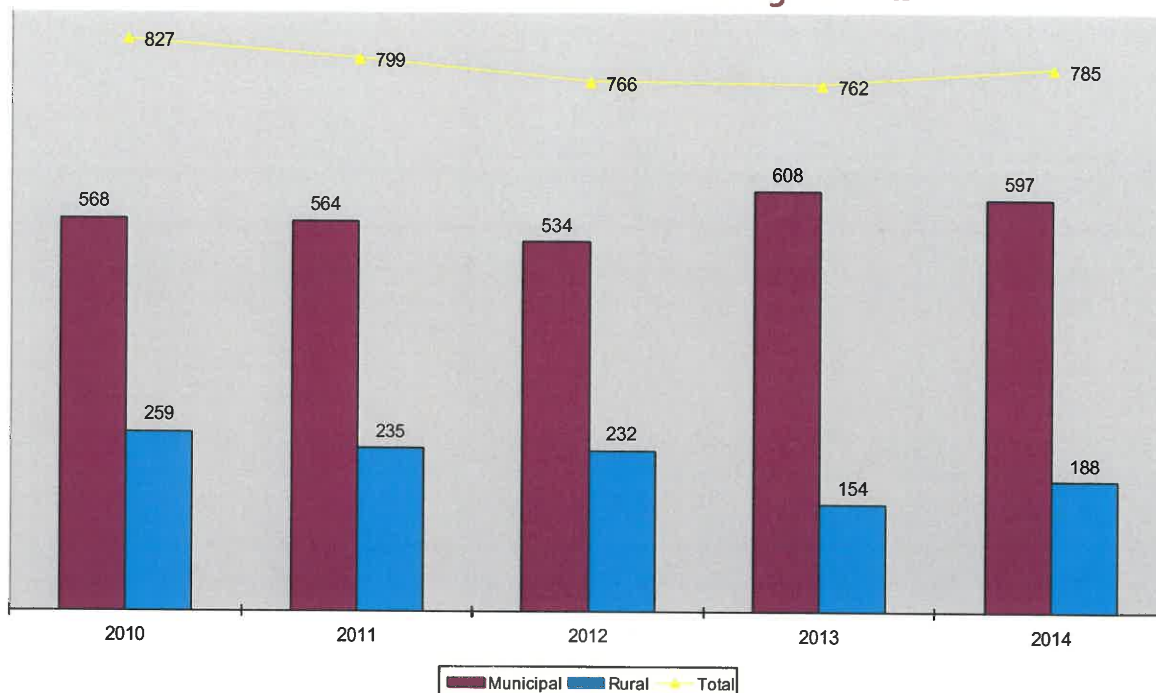
Building Inspectors ensure that construction projects conform to building by-laws and regulations.

In 2014, a total of 785 building permits were issued, for a total construction value of **\$42,030,442**

- Municipal territory: 597 permits for a value of \$31,901,194 (SEE TABLE 3 for details per municipality)
- Rural territory: 188 permits for a value of \$10,129,248 (SEE TABLE 4 for details per parish)

The fees for building permits are collected and returned to municipalities and to the Dept of Environment and local government for LSDs. In 2014, permits generated \$184,538, being \$133,538 for municipalities and \$50,671 for LSDs.

Permis de Construction - Building Permits



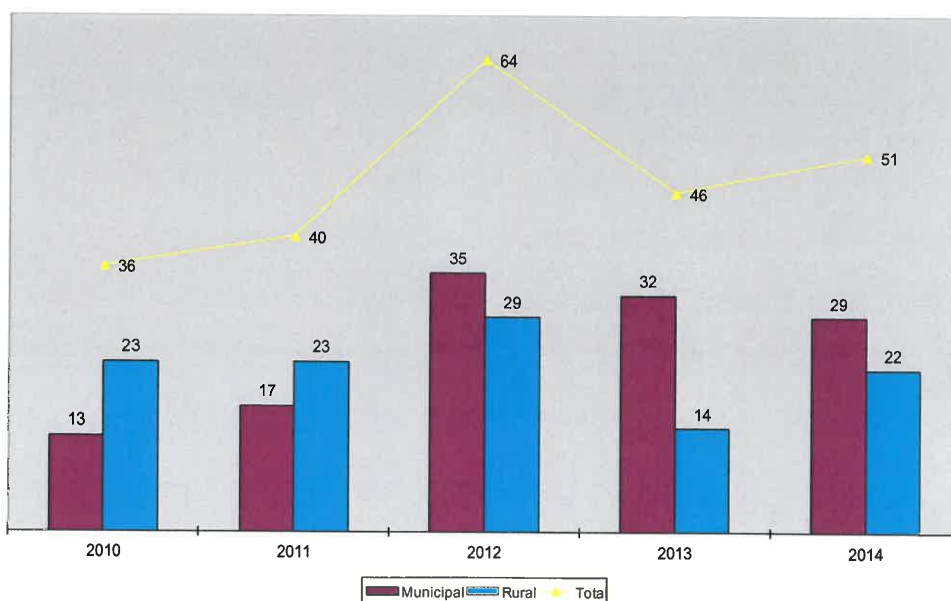
Les statistiques des permis de construction révèlent que durant l'année 2014, 51 nouvelles résidences ont été construites sur le territoire de la Commission:

- 22 en milieu rural et 29 dans les municipalités.

The building permit stats reveal that during 2014, 51 new residences were constructed within the Commission boundaries:

- 22 in the rural areas and 29 in the municipalities.

Mises en chantier résidentiel – Housing Starts



Le **comité consultatif en matière d'urbanisme (CCMU)** s'acquitte des fonctions consultatives et décisionnelles tel que stipulé dans la Loi sur l'urbanisme.

Le CCMU comprend 10 membres: 8 nommés par les municipalités et 2 nommés par les DSLs de la région.

Compte tenu du pourcentage élevé de nouveaux membres, une session d'orientation a eu lieu pour tous les membres du CCMU en janvier. En 2014, onze (11) réunions régulières ont eu lieu ainsi qu'une réunion spéciale.

Le CCMU a traité de 50 dossiers/cas:

- 33 questions liées aux arrêtés et règlements de zonage, (voir tableau 5A)
- 11 résolutions ayant pour objet l'opinion/l'avis aux conseils municipaux. Voir un sommaire des demandes au tableau 5B
- 6 projets de lotissement

Le Tableau ci-dessous identifie les **membres du CCMU**, leur participation aux réunions pour l'année, et les per diems et dépenses payés par la CSR.

The **Planning Review and Adjustment Committee (PRAC)** deals with advisory and decision-making functions as specified in the Community Planning Act.

The PRAC is comprised of 10 members: 8 appointed by municipalities and 2 appointed by the region's LSDs.

Because of the large number of new representatives, an orientation session was held for all PRAC Committee members in January. Eleven (11) regular monthly meetings took place in 2014 in addition to one special meeting.

In 2014, the PRAC dealt with 50 files/cases:

- 33 queries linked to the zoning by-laws and regulations; (see Table 5A)
- 11 resolutions were processed dealing with requests for views by municipal councils. A summary is provided in Table 5B
- 6 subdivision projects

The table below lists **PRAC members**, their participation in PRAC meetings for the year, as well as per diems and expenses paid by the RSC.

Comité consultatif en matière d'urbanisme 2014 Planning Review and Adjustment Committee

Membre/Member	Depuis Since	Présence/ Attendance	Per Diem payé/paid	Expenses Dépenses	TOTAL
Kenneth Savoie (Dalhousie) (Président/Chairman)	2010	12/13	\$900	\$281	\$ 955.
Jacques Boulay (DSL/LSD)	2007	12/13	\$900	\$658	\$1,242.
Lorenzo Chiasson (DSL/LSD)	2014	7/13	\$525	\$300	\$ 795.
Gerry Dumont (Campbellton)	1972-1993 2000	13/13	\$975	\$ 18	\$ 750.
David Godin (Atholville)	1987-2012 2014	12/13	\$900	\$ 46	\$ 783.
André Levesque (Charlo)	2014	9/13	\$675	\$231	\$ 709.
Pierre Levesque (Balmoral)	2014	10/13	\$750	\$201	\$ 860.
Curtis Malley (Tide Head)	2014	10/13	\$750	\$ 70	\$ 749.
Marc Savoie (Eel River Crossing)	2014	12/13	\$900	\$296	\$ 955.
Isabelle St Pierre (Kedgwick)	2014	3/13	\$225	\$197	\$ 422.
			\$7,500	\$2,298	\$9,798.

On encourage la participation du personnel de la division urbanisme à des réunions, ateliers et cours afin de s'assurer qu'ils sont à jour avec les tendances courantes et techniques. Entre autres :

- deux sessions web présentées par l'Association Américaine des urbanistes (K Thompson)
- le congrès annuel de l'Institut canadien des urbanistes/l'Institut des urbanistes de l'Atlantique (K Thompson)
- Formation « Life and Safety Systems » (T Pitre)
- AGA de l'AOCNB* (T Pitre & J Bernatchez)
- Atelier en matériaux et ingénierie géotechnique (T Pitre & J Bernatchez)

*AOCNB : Association des officiers en construction du NB

À titre de directeur de la division, j'ai également complété avec succès le quatrième d'une série de six cours, pour l'obtention d'un certificat en gestion des affaires de 'Dalhousie University College of Continued Education'. Je prévois compléter un cinquième cours en 2015.

Pendant des périodes économiques plus difficiles, les buts et les objectifs de la planification peuvent nous évader. Cependant, en assurant la mise en œuvre et le soutien des principes d'urbanisme nous donnons la meilleure occasion à notre région de réaliser des résultats positifs. Notre progrès à la Division urbanisme est assuré par les efforts et le support maintenu de tous nos membres. Ceci-dit, je tiens à remercier ces membres, soit le conseil d'administration de la CSR, nos partenaires municipaux et ruraux, y compris leurs conseils et comités, les membres passés et présents du CCMU, un merci particulier à David Godin d'Atholville qui nous a quitté en fin d'année avec 26 années de service, et surtout au personnel de la Division. Notre succès continu est assuré par les efforts de plusieurs.

We encourage Planning Division staff representation to meetings, workshops and courses to ensure they are up to date on current trends and techniques. Amongst which:

- two web broadcasts hosted by the American Planning Association (K Thompson)
- the Canadian Institute of Planners/Atlantic Planners Institute Annual Conference (K Thompson)
- Life and Safety Systems training (T Pitre)
- NBBOA* Annual Meeting (T Pitre & J Bernatchez)
- Workshop on Geotechnical & Material Engineering (T Pitre & J Bernatchez)

*NBBOA: NB Building Officials Association

As division director, I have successfully completed the fourth of six training courses in a certificate program in Business Management through Dalhousie University College of Continued Education, and I foresee completing a fifth course in the Spring of 2015.

The goals and objectives of planning in difficult economic times can sometimes evade us. However, in ensuring the implementation and support of sound planning practices, we give our region the best opportunity to achieve positive outcomes. Positive steps for the Planning Division are ensured by the continuous efforts and support of all its members. I would like to thank those members namely the RSC board of directors, our municipal and rural partners including their councils and Committees, the members both past and present of the PRAC, special thanks to David Godin of Atholville who left us at year's end after serving for 26 years, and last but certainly not least, Division Staff. Our continued success is ensured by the efforts of many.

Jason Bernachez, Directeur / Director
Services d'urbanisme / Planning Services

TABLEAU 1 – Rédaction d'arrêtésTABLE 1 – By-law Drafting

<u>ATHOLVILLE</u> Modification de la désignation et du zonage d'une propriété située sur la rue Notre-Dame pour permettre l'aménagement en phase d'un immeuble. <u>CAMPBELLTON</u> Trois révisions à l'arrêté de zonage ont été effectuées. • le droit de zonage était augmenté de 300 \$ à 850 \$. • les dispositions sur les enseignes électroniques étaient modifiées pour permettre une enseigne électronique à l'école Polyvalente Roland-Pépin. • les lignes directrices incluses dans le Plan stratégique de 5 ans de Campbellton Centre-ville ont provoqué des révisions aux dispositions de la zone commerciale centrale. <u>CHARLO</u> Deux modifications de zonage et deux révisions faisaient l'objet des modifications à l'arrêté de zonage. Les conditions imposées sur le zonage du 25, rue Robichaud ont été annulées. • Le zonage de la propriété située au 132, rue Chaleur a été modifié sous réserve des conditions pour permettre une nouvelle microbrasserie comme une activité professionnelle à domicile. • Les nouvelles dispositions concernant l'élevage de poules à titre d'usage secondaire étaient ajoutées et le droit pour des modifications était augmenté de 200\$ à 800\$. <u>DALHOUSE</u> Trois entreprises ont profité des rezonages individuels. • La désignation et le zonage d'un foyer de soins existant au 189, rue Hocquard étaient modifiés pour permettre un agrandissement. • La propriété « Maison Stewart » au 104, allée Farm, incluse sur le Répertoire des lieux patrimoniaux du Canada, était modifiée à une nouvelle « zone d'usages mixtes patrimoniaux » conformément à un nouveau principe du Plan municipal. • Le zonage de la propriété située au 138, rue Eddy était modifié pour permettre une nouvelle clinique de physiothérapie.	<u>ATHOLVILLE</u> Redésigné et rezoné une propriété située sur Notre-Dame Street pour permettre le phasé développement d'un bâtiment d'appartement. <u>CAMPBELLTON</u> Trois révisions au Zoning By-law ont été effectuées. • le droit de zonage était augmenté de 300 \$ à 850 \$. • les dispositions sur les enseignes électroniques étaient modifiées pour permettre une enseigne électronique à l'école Polyvalente Roland-Pépin. • les lignes directrices incluses dans le Plan stratégique de 5 ans de Campbellton Centre-ville ont provoqué des révisions aux dispositions de la zone commerciale centrale. <u>CHARLO</u> Deux modifications de zonage et deux révisions faisaient l'objet des modifications à l'arrêté de zonage. Les conditions imposées sur le zonage du 25, rue Robichaud ont été annulées. • Le zonage de la propriété située au 132, rue Chaleur a été modifié sous réserve des conditions pour permettre une nouvelle microbrasserie comme une activité professionnelle à domicile. • Les nouvelles dispositions concernant l'élevage de poules à titre d'usage secondaire étaient ajoutées et le droit pour des modifications était augmenté de 200\$ à 800\$. <u>DALHOUSE</u> Trois entreprises ont profité des rezonages individuels. • La désignation et le zonage d'un foyer de soins existant au 189, rue Hocquard étaient modifiés pour permettre un agrandissement. • La propriété « Maison Stewart » au 104, allée Farm, incluse sur le Répertoire des lieux patrimoniaux du Canada, était modifiée à une nouvelle « zone d'usages mixtes patrimoniaux » conformément à un nouveau principe du Plan municipal. • Le zonage de la propriété située au 138, rue Eddy était modifié pour permettre une nouvelle clinique de physiothérapie.
--	--

TABLEAU 2 – Projets de lotissement

TABLE 2 – Subdivision projects

<u>MUNICIPAL:</u>	PROJECTS PROJETS	LOTS	PARCELS/ PARCELLES
Atholville	0	0	0
Balmoral	3	2	1
Campbellton	3	4	2
Charlo	3	3	1
Dalhousie	2	0	2
Eel River Crossing	4	4	0
Kedgwick	2	1	1
Tide Head	2	1	2
TOTAL MUNICIPAL	19	15	9
<u>RURAL:</u>			
Balmoral (P)	2	2	2
Chaleur (P)	4	3	1
Dundee	5	6	3
Glen Levit	1	1	0
Glencoe	2	2	0
Grimmer (P)	1	1	0
McLeods	1	1	0
St-Arthur	3	3	2
Val D'Amours	3	2	2
TOTAL RURAL	22	21	10
TOTAL REGION	41	36	19

TABLEAU 3 – Permis de Construction (municipalités) TABLE 3 – Building Permits (municipalities)

	Atholville		Balmoral		Campbellton		Charlo		Dalhousie		Eel River Cr.		Tide Head		Kedgwick		Total Municipal	
	no.	val.(\$)	no.	val.(\$)	no.	val.(\$)	no.	val.(\$)	no.	val.(\$)	no.	val.(\$)	no.	val.(\$)	no.	val.(\$)	no.	val.(\$)
Residential / Résidentiel	0	0	5	975,000	2	480,000	3	357,000	1	75,200	3	413,000	3	575,000	12	1,913,600	29	4,788,800
	38	156,042	53	393,200	130	1,008,440	40	253,810	82	542,904	33	259,930	29	297,250	56	350,750	461	3,262,326
Commercial / Commercial	1	1,500,000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1,500,000
	6	659,600	2	3300	30	1,315,790	0	0	9	305,000	0	0	2	1,500	8	77,350	57	2,392,340
Institutional / Institutionnel	0	0	0	0	0	0	0	0	1	12,347,000	0	0	0	0	0	0	1	12,347,000
	0	0	3	336,000	12	4,068,331	0	0	4	493,450	0	0	0	0	2	124,000	21	5,021,781
Industrial / Industriel	0	0	0	0	1	80,000	0	0	0	0	2	255,000	0	0	0	0	3	335,000
	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2,950	0	0	0	0	1	2,000,000	3	2,002,950
Park / Parc	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
	0	0	0	0	2	117,897	2	9,000	0	0	0	0	0	0	1	1,700	5	128,597
Resource / Ressource	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	8,000	2	8,000
Infrastructure / Infrastructure	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	1	500	0	0	0	0	0	0	1	500
Cottage / Chalet	0	0	0	0	0	0	1	600	0	0	0	0	0	0	2	50,500	3	51,100
	0	0	0	0	0	0	4	57,800	0	0	0	0	0	0	2	4,000	6	61,800
Other / Autre	2	0	0	0	0	0	0	0	1	1000	0	0	0	0	0	0	3	1,000
Total 2014	47	2,315,642	63	1,737,300	177	7,070,458	52	678,210	101	13,763,004	38	927,930	34	873,750	85	4,529,900	597	31,901,194
<i>Total 2013</i>	67	1,658,791	74	2,242,750	176	78,860,228	52	524,750	98	2,600,385	34	372,400	22	1,145,900	85	2,849,758	608	90,254,962
Change	-20	656,851	-11	-505450	1	-71,789,770	0	153,460	3	11,167,619	4	555,530	12	-272,150	0	1,680,142	-11	-58,353,768
Total des tarifs/ Sum of Fees		\$4,319		\$2,550		\$36,813		\$1,675		\$68,533		\$1,380		\$1,060		\$17,308		\$133,538

TABLEAU 4 – Permis de Construction (Rural et Total) TABLE 4 – Building Permits (Rural & Total)

	Chaleur		Dalhousie		Balmoral		Addington		Eldon		Lorne		Total / Rural/Par.		Total Municipal		Total REGION	
	P no.	val.(\$)	P no.	val.(\$)	P no.	val.(\$)	P no.	val.(\$)	P no.	val.(\$)	no.	val.(\$)	no.	val.(\$)	no.	val.(\$)	no.	val.(\$)
Residential Résidentiel	5	830,000	2	218,000	1	75000	11	1492300	1	220000	2	292,380	22	3,127,680	29	4,788,800	51	7,916,480
	7	116,200	43	1,034,500	5	253800	58	629749	11	44000	3	4,000	127	2,082,249	461	3,262,326	588	5,344,575
Commercial Commercial	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1,500,000	1	1,500,000
	0	0	0	0	0	0	0	0	21	170000	0	0	21	170,000	57	2,392,340	78	2,562,340
Institutional Institutionnel	0	0	0	0	0	0	2	4473040	0	0	0	0	2	4,473,040	1	12,347,000	3	16,820,040
	1	3,800	1	48,000	0	0	1	1500	0	0	0	0	3	53,300	21	5,021,781	24	5,075,081
Industrial Industriel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	335,000	3	335,000
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	2,002,950	3	2,002,950
Park Parc	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	128,597	5	128,597
Resource Ressource	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	4	157,079	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	157,079	2	8,000	6	165,079
Infrastructure Infrastructure	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	500	1	500
Cottage Chalet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	60,000	3	51,100	5	111,100
	1	800	3	3,400	0	0	0	0	3	1700	0	0	7	5,900	6	61,800	13	67,700
Other /Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1,000	1	1,000
	18	1,107,879	49	1,303,900	6	328,800	72	6,596,589	38	495,700	5	296,380	188	10,129,248	597	31,901,194	785	42,030,442
Total 2013	16	279,459	44	1,367,330	4	253,000	75	1,492,898	11	152,200	4	19,000	154	3,563,887	608	90,254,962	762	93,818,849
Change	2	828,420	5	-63,430	2	75,800	-3	5,103,692	27	343,500	1	277,380	34	6,565,362	-11	-58,353,768	-23	-51,788,407
Total des tarifs/ Sum of Fees		\$5,564	\$6,545	\$1,669	\$33,008	\$2,504	\$1,507	\$50,671										

Note: details of Parishes in Notes following Table 5B / détails des paroisses à la page Note après le tableau 5B

	Atholville	Balmoral	Campbellton	Charlo	Dalhousie	Eel River Crossing	Kedgwick	Tide Head	Rural	TOTAL
--	------------	----------	-------------	--------	-----------	--------------------	----------	-----------	-------	-------

ADVISORY FUNCTIONS / FONCTIONS CONSULTATIVES

By-law / Arrêté	1	0	3	4	3	0	0	0	0	11
-----------------	---	---	---	---	---	---	---	---	---	----

ADJUSTMENT FUNCTIONS / FONCTIONS D'AJUSTEMENT

Zoning / Zonage

Lot occupancy / Occupation de lot	-	-	4	-	-	-	-	-	-	4
Building or structure dimensions / Dimensions de bâtiment ou construction	1	-	6	1	-	-	-	-	-	8
Set-back / Recul	2	-	4	-	1	-	3	1	-	10
Building or structure height / Hauteur de bâtiment ou construction	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Conditional use / Usage conditionnel	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2
Similar use / Usage semblable	1	-	3	-	-	2	-	-	-	6
Non-conforming use / Usage non-conforme	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Total	5	0	20	1	1	2	3	1	0	33

Subdivisions / Lotissements

Street location / Tracé de rue	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Lot on access / Lot sur accès	-	-	-	2	-	-	-	-	-	2
Lot dimensions / Dimensions de lot	-	-	0	-	-	-	1	-	2	3
Total	0	0	1	2	0	0	1	0	2	6

TOTAL (ADJUSTMENT / AJUSTEMENT)

5	0	21	3	1	2	4	1	2	39
----------	----------	-----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	-----------

GRAND TOTAL

6	0	24	7	4	2	4	1	2	50
----------	----------	-----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	-----------

ATHOLVILLE :

Concernant la demande de l'avis pour le zonage approprié pour construire un immeuble de 28 logements, le CCMU a recommandé que le zonage SOIT APPROUVÉ. Également, il a été recommandé que le zonage de la propriété soit modifié de « Commerce spécial » à « Habitation multifamiliale » sous réserve d'une condition.

Notez que la présentation des modifications au plan municipal et l'audience publique ont eu lieu et les arrêtés ont été adoptés, mais l'arrêté qui modifie le plan n'a pas encore reçu l'approbation ministérielle et les arrêtés ne sont pas encore enregistrés.

****Les arrêtés ont été approuvés, mais ne sont pas encore enregistrés***

CAMPBELLTON :

1- Le CCMU a recommandé au conseil que la modification proposée de changer le droit pour des modifications de 300 \$ à 850 \$ SOIT APPROUVÉE.

2- Étant donné que l'enseigne électronique proposée va « ouvrir la porte » à plus d'enseignes électroniques dans la ville et que les enseignes électroniques existantes et les dispositions devront être suffisantes pour répondre à la demande de la publicité au Restigouche, le CCMU a recommandé que la modification proposée concernant les enseignes électronique NE SOIT PAS APPROUVÉE. Notez que le conseil est allé à l'encontre de l'avis du CCMU et a approuvé les modifications aux dispositions pour permettre l'enseigne proposée.

3- Le CCMU A REPORTÉ sa recommandation pour l'avis sur une demande de modifier le zonage du 143, rue Vanier pour permettre une garderie commerciale, pour permettre au personnel de déterminer quelle zone permettrait l'usage conformément au plan municipal. La zone de services collectifs permet l'usage, mais la propriété n'était pas assez grande (dimensions minimales de terrain 100' x 100'). Le personnel a préparé un rapport technique. Avant que le rapport puisse être présenté au CCMU, le promoteur a annulé la demande en raison de circonstances sans rapport.

4- Le CCMU a recommandé que les révisions proposées aux dispositions de la zone CC résultant du Plan stratégique de 5 ans de Campbellton Centre-ville SOIENT APPROUVÉES telles que présentées.

**** 3 arrêtés approuvés, une demande annulée par le promoteur***

ATHOLVILLE :

On the request for views for the proper zoning to build a 28 unit apartment building, the PRAC recommended that the rezoning BE APPROVED. It was also recommended that the property be rezoned from "Special Commercial" to "Multiple Residential" subject to a condition.

Note that the presentation of the changes to the plan and the public hearing were held and the by-laws were adopted, but the by-law amending the plan has not yet received ministerial approval and the by-laws are not yet registered.

****By-laws approved, pending registration***

CAMPBELLTON :

1- PRAC recommended to Council that the proposed amendment to change the rezoning fee from \$300 to \$850 BE APPROVED.

2- Given that the proposed electronic sign will "open the door" to more electronic signs in the City, and that the existing electronic signs and provisions should be adequate to meet the demand for advertising in Restigouche, the PRAC recommended that the proposed amendment regarding electronic signs NOT BE APPROVED. Note that Council went against the views of the PRAC and approved changes to the provisions in order to permit the proposed sign.

3- The PRAC TABLED the request for views on an application to rezone 143 Vanier Street to permit a commercial daycare in order for staff to examine what zone would permit the use in accordance with the Municipal Plan. The Institutional Zone permits the use, but the property in question was not large enough (minimum lot size 100' x 100'). Staff prepared a technical report. Before the report could be presented to the PRAC, the proponent cancelled the request due to unrelated circumstances.

4- The PRAC recommended that the proposed revisions to the CC Zone provisions resulting from the Downtown Campbellton 5 year Strategic Plan BE APPROVED as presented.

**** 3 by-laws approved, 1 request cancelled by the proponent***

CHARLO

- 1- Le CCMU a recommandé au conseil que la modification proposée d'annuler les conditions imposées sur le zonage précédent du 25, rue Robichaud, SOIT APPROUVÉE, pour permettre le lotissement de la propriété de nouveau en deux terrains
- 2- Le CCMU a recommandé au conseil que la modification proposée à l'arrêté de zonage concernant l'élevage de poules à titre d'usage secondaire SOIT APPROUVÉE
- 3- Le CCMU a recommandé au conseil que la modification proposée de modifier le zonage de la propriété située au 132, rue Chaleur, sous réserve des conditions, pour permettre une microbrasserie dans une habitation unifamiliale SOIT APPROUVÉE.
- 4- Le CCMU a recommandé au conseil que la modification proposée d'augmenter le droit pour des modifications de 200 \$ à 800 \$ SOIT APPROUVÉE.

** Tous les arrêtés approuvés.*

DALHOUSIE

- 1- Le CCMU a recommandé au conseil que la modification proposée de modifier le zonage de la propriété située au 189, rue Hocquard, et une parcelle proposée, pour permettre l'agrandissement d'un foyer de soins existant SOIT APPROUVÉE.
- 2- Le CCMU a recommandé au conseil que les modifications proposées suivantes SOIENT APPROUVÉES : 1) d'ajouter un nouveau principe au plan pour permettre le zonage des propriétés résidentielles « pour permettre un mélange limité des usages résidentiels, commerciaux et institutionnels dans une habitation existante » et 2) en conformité avec ce nouveau principe, de modifier le zonage du 104, allée Farm à une nouvelle zone « d'usages mixtes patrimoniaux » sous réserve des conditions
- 3- Le CCMU a recommandé au conseil que la modification proposée de modifier le zonage de la propriété située au 138, rue Eddy, de R1 à CQ pour permettre une clinique de physiothérapie SOIT APPROUVÉE.

** Tous les arrêtés approuvés*

CHARLO

- 1- The PRAC recommended to Council that the proposed amendment to cancel the conditions imposed on the previous rezoning of 25 Robichaud Street BE APPROVED, in order to allow the subdivision of the property back into two lots.
- 2- The PRAC recommended to Council that the proposed amendment to the Zoning By-law regarding the keeping of chickens as a secondary use BE APPROVED
- 3- The PRAC recommended to Council that the proposed amendment to rezone the property located at 132 Chaleur Street, subject to terms and conditions, to permit a microbrewery in a single family dwelling BE APPROVED
- 4- The PRAC recommended to Council that the proposed amendment to increase the amendment fee from \$200 to \$800 BE APPROVED.

** All By-laws approved*

DALHOUSIE

- 1- The PRAC recommended to Council that the proposed amendment to rezone the property located at 189 Hocquard Street, and a proposed parcel of land, to an Institutional Zone to permit the expansion of an existing special care home BE APPROVED.
- 2- The PRAC recommended to Council that the following proposed amendments BE APPROVED: (1) to add a new plan policy to permit the rezoning of residential properties "to permit a limited mix of residential, commercial and institutional uses in an existing dwelling" and (2) in accordance with this new policy, to rezone 104 Farm Lane to a new zone "Heritage Mixed Use", subject to conditions.
- 3- The PRAC recommended to Council that the proposed amendment to rezone the property located at 138 Eddy Street from R1 to NC to permit a physiotherapy clinic BE APPROVED.

** All By-laws approved*

NOTE: Description des paroisses / Description of parishes

CHALEUR includes/inclus DSL/LSD Chaleur
DALHOUSIE includes/inclus DSL/LSDs Dalhousie Junction, Dundee, McLeods, Point la Nim
BALMORAL includes/inclus DSL/LSDs St Maure & others/autres
ADDINGTON includes/inclus DSL/LSDs Glencoe, Glenlevit, Flatlands, Val d'Amour, St-Arthur
ELDON includes/inclus DSL/LSDs Eldon, Dawsonville, Mann's Mountain, Saint Jean Baptiste, Upsalquitch, Robinsonville, Menneval
LORNE includes/inclus DSL/LSD Lorne

Rapport de la division des déchets solides

En tant que gérant de la division des déchets solides de la Commission de services régionaux Restigouche, il me fait plaisir de vous présenter le rapport des faits saillants de la Division pour 2014.

La CSR Restigouche, Division des déchets solides, exploite la station de transfert Restigouche, effectuant ainsi le transfert de déchets solides de la région au site d'enfouissement Red Pine à Allardville et les matières recyclables vers le Centre de récupération à Rimouski.

En 2014, la station de transfert de Restigouche a fonctionné avec un frais de déversement de \$88,60 et nous avons traité près de 18,000 tonnes de matériaux (voir TABLEAU A). Nous avons pu maintenir ce taux depuis 2009, toutefois, une augmentation du frais de déversement à Red Pine en 2015 nous obligera à augmenter notre frais à compter du 1^{er} janvier 2015.

En moyenne, il coûte à peu près \$1.50 par semaine par résidence pour la Commission de traiter les déchets résidentiels.

Les revenus de la station de transfert sont générés par des frais de déversement pour les déchets municipaux, de construction et démolition ainsi que pour les déchets industriels commerciaux. D'autres revenus sont générés par :

- Frais pour la vérification de poids (pesée)
- Recyclage *
- Produits blancs avec/sans fréon

* Veuillez noter que 'Recyclage' comprend les recettes provenant du Conseil Atlantique des produits laitiers & de l'association des concessionnaires de produits laitiers du NB, la vente des métaux, ainsi que du Centre de récupération de la Péninsule (Rimouski).

Grâce aux efforts des employés de la division qui se sont attardés au triage des divers métaux à partir des déchets reçus, près de **396** tonnes de métal ont été détournées de l'enfouissement et vendues.

Solid Waste Division Report

As Manager of the Solid Waste Division of the Restigouche Regional Service Commission, I am pleased to report the highlights of the Division for 2014.

The Restigouche RSC, Solid Waste Division, operates the Restigouche Transfer Station, thus transferring the area's solid waste to the Red Pine Landfill in Allardville and recyclable matter to the 'Centre de récupération' in Rimouski.

In 2014, the Restigouche Transfer station operated with a tipping fee of \$88.60 and handled over 18,000 tons of material (see TABLE A). We had been able to maintain this rate since 2009, however, an increase to the Tipping Fee at Red Pine in 2015 will require us to increase our fee as of January 1st 2015.

On average, it costs just about \$1.50 per week per household for the Commission to handle residential waste.

The revenues of the transfer station are generated through tipping fees for municipal waste, construction and demolition, as well as industrial and commercial waste. Other revenue is generated through:

- Check weight (scale)
- Recycling*
- White Goods with/without Freon

* Please note that Recycling includes revenue from Atlantic Dairy Council and the NB Milk Dealers Association, the sale of Metals, as well as the Centre de récupération de la Péninsule (Rimouski).

Thanks to the efforts of the division's employees who sort metals from waste received, **396** tons of metal were diverted from the land fill and sold.

Le TABLEAU B démontre les détails du tonnage recueilli grâce au programme de recyclage volontaire par l'entremise des 15 grands conteneurs communautaires bleus placés à travers la région. En 2014, nous avons recueilli près de 414 tonnes de produits recyclables qui ont été transportés dans un établissement de récupération de matériaux à Rimouski.

Tel que mentionné par notre Président, on voudrait bien entamer le recyclage porte à porte. Soyez rassurés que nous continuons à chercher des solutions pour pouvoir procéder.

Une partie de notre rôle est aussi de promouvoir la réduction des déchets et l'élimination appropriée, ainsi que la sensibilisation au recyclage. Ceci dit nous offrons des présentations dans les écoles ainsi que de la publicité au public en général.

Une fois de plus cette année, grâce à une contribution financière du Fonds de fiducie pour l'environnement du Ministère de l'environnement, nous avons tenu deux collectes demi-journée de déchets dangereux des ménages. Nous avons recueilli plus de 18 tonnes au cours de nos jours de collecte le 13 septembre à Campbellton et 14 septembre à Dalhousie. VOIR TABLEAU C pour les détails.

Afin de se tenir au courant des initiatives, tendances et opportunités de réacheminement des déchets et de recyclage, je continue de participer aux rencontres de Recycle NB.

Je tiens à remercier les employés de la Division pour leur dévouement ainsi que le conseil d'administration et les employés de la CSR pour leur soutien et leur collaboration tout au long de l'année.

TABLE B demonstrates the details of the tonnage collected through the voluntary recycling program through the 15 large blue community containers placed throughout the region. In 2014, we collected over 414 tons of recyclable products which were transported to a materials recovery facility in Rimouski.

As mentioned by our Chairman, we would dearly like to start door to door recycling. Rest assured that we continue to seek solutions to be able to move forward.

Part of our role is also to promote reduction of waste and proper disposal, as well as awareness for recycling. We do this by offering presentation in our schools and through advertising to the public in general.

Once again this year, thanks to a financial contribution from the Department of Environment's Environmental Trust Fund, we held two half-day collections of household hazardous waste. We collected over 18 tons during our collection days on September 13th in Campbellton and September 14th in Dalhousie. SEE TABLE C for details.

In order to keep abreast of waste diversion & recycling initiatives, trends and opportunities, I continue to participate to the meetings of Recycle NB.

I want to thank the Division's employees for their dedication as well as the Board of directors and employees of the RSC for their support and continued collaboration throughout the year.

Ian Comeau, Manager/Gérant
Solid Waste Division des déchets solides

CSR RESTIGOUCHE RSC - Solid Waste DIVISION Déchets Solides

RAPPORT DU TONNAGE REPORT 2014

Residential Solid Waste/Déchets Solides Résidentiels			Population	Kg Per Capita
Atholville	445.54		1237	359.42
Balmoral	579.24		1719	336.26
Campbellton	2,709.51		7385	346.13
Charlo	529.58		1324	399.15
Dalhousie	1,232.27		3512	350.14
Eel River Crossing	466.00		1209	384.63
Tide Head	346.30		1036	333.57
Comm. Rurale de Kedgwick	493.28		2027	242.84
TOTAL Municipal	6,801.72			
LSD's / DSL's	2,809.86		7633	383.44
Eel River Bar	159.18		320	496.39
TOTAL DSLs/LSDs & Premières Nations/First Nation	2,969.04			
TOTAL Résidentiel/Residential	9,770.76			
Déchets Commerciaux / Commercial Waste (ICI)	4,094.35			
Déchets C & D Waste	3,621.06			
TOTAL - ICI / C&D	7,715.41			
TOTAL	17,486.17			
Recyclables	413.81			
TOTAL	17,899.98			
	Tons / Tonnes			

TABLEAU B TABLE B

RECYCLABLES Container Locations Emplacement des Conteneurs	Tonnage 2014
Atholville	23.72
Balmoral	26.95
Campbellton (Arran)	92.34
Campbellton (Matheson)	38.65
Charlo	25.48
Dalhousie (Blanchard)	50.00
Dalhousie (Victoria)	51.98
Eel River Crossing	20.94
Tide Head	25.11
Nash Creek	11.34
Val d'Amour	15.29
St Arthur	6.64
Dundee	9.47
Eel River Bar	9.51
Kedgwick **138 jours/days	6.39
TOTAL	413.81

HOUSEHOLD HAZARDOUS WASTE DÉCHETS DANGEREUX RÉSIDENTIELS

Summary Sommaire	Sept. 13 th Campbellton	Sept. 14 th Dalhousie	Total 2014	Tonnage 2014
Location / Endroit	2014 City Centre Mall	2014 Darlington Mall	NA	
No. Vehicles / Véhicules	303	282	585	
Large Propane Tanks Résevoirs de Propane	38 (20lbs)	47 (20lbs)	85	0.77
Résevoirs Propane Tanks	44	31	75	
Car Batteries de véhicules	24	32	56	1.01
Oil in Litres Huile en litres	1925 (1,150 lbs)	1100 (1,325 lbs)	3,025	2.02
Paint in litres Peinture en litres	5200 (9,755 lbs)	4040 (6,850 lbs)	9,240	7.52 (16,605 lbs)
Old Gas / Essence (litres)	185	110	295	0.09
Small/Petites Batteries	688 lbs	413 lbs	1,101 lbs	0.50
E-Waste Déchets Electroniques	3.56 TNS	1.98 TNS	5.54 TNS	5.54
Écrans / Screens (lbs)	80 2400	56 1680	136 4080	
TV's	121	96	217	
Others / Autres	33	19	52	
Garbage/Déchets	0.53	0.53		1.06

Tons/Tonnes	9.59 tns	8.92 tns	18.51 tns
2013	7.57 Tns	8.13 Tns	15.70

Commission de Services Régionaux

RESTIGOUCHE

Regional Service Commission

ANNEXES / APPENDIXES

Annexe 1Appendix 1

CSR RESTIGOUCHE RSC

RÉGION & COMMUNAUTÉS DESSERVIES / Region & Communities served

MANDAT et SERVICES / Mandate and Services

ORGANIGRAMME / Organizational Chart

CONSEIL D'ADMINISTRATION / Board of Directors

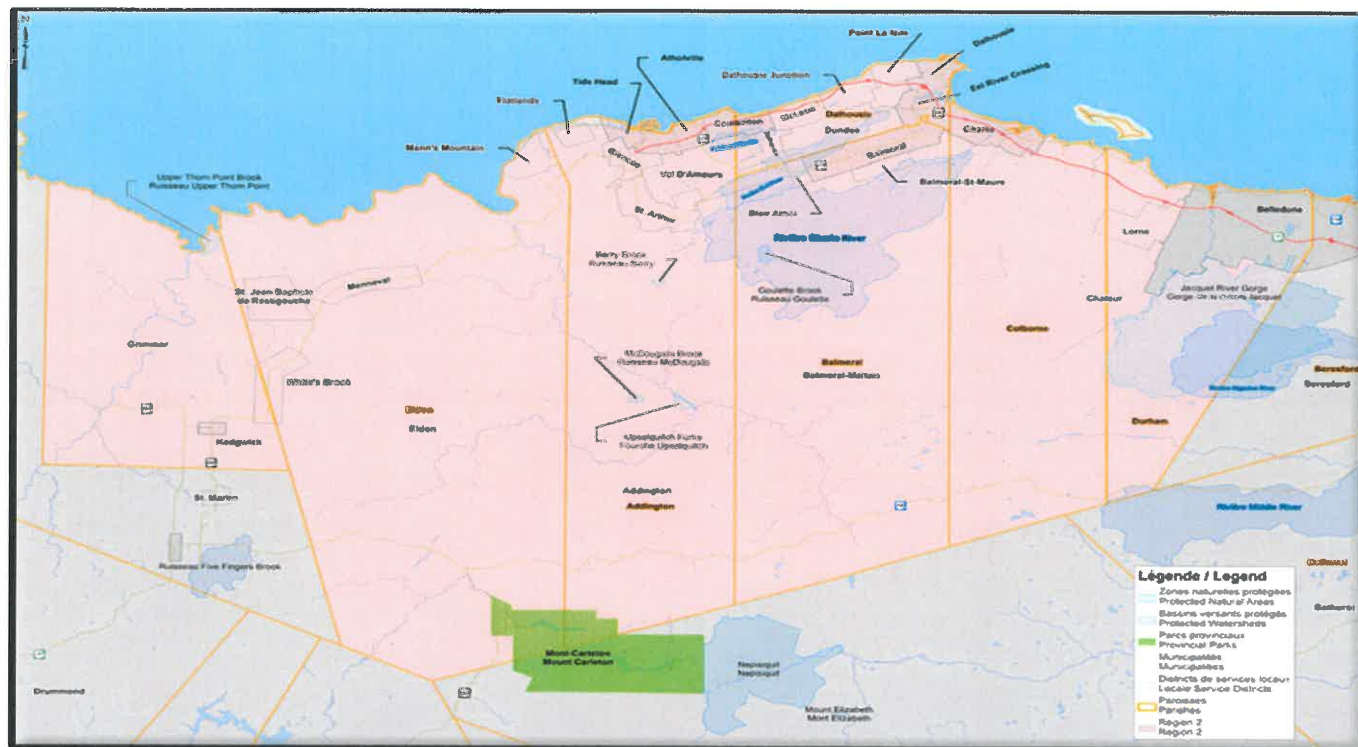
PRÉSENCES / Attendance

DÉPENSES DES MEMBRES / Member Expenses

Commission de Services Régionaux

RESTIGOUCHE

Regional Service Commission



Population: 27,082 *(Recensement 2011 Census)

Assiette Fiscale 2014 Tax Base

\$1,500,214,000

Territoire desservi / Territory served:

MUNICIPALITÉS/MUNICIPALITIES:

Atholville . Balmoral . Campbellton . Chaleur . Dalhousie . Eel River Crossing . Tide Head

COMMUNAUTÉ RURALE / RURAL COMMUNITY : Kedgwick

DISTRICTS DE SERVICES LOCAUX / LOCAL SERVICE DISTRICTS:

Paroisse Addington Parish – Paroisse Balmoral Parish – Balmoral-St-Maure – Blair Athol – Chaleur – Paroisse Dalhousie Parish – Dalhousie Junction – Dundee – Paroisse Eldon Parish – Flatlands – Glencoe – Lorne – Mann's Mountain – McLeods – Menneval – Point la Nim – St-Arthur – St Jean Baptiste de Restigouche – Val d'Amour – White's Brook

MANDAT & SERVICES - MANDATE & SERVICES

Le **MANDAT** des commissions de services régionaux (CSR) est :

- Assurer ou faciliter la prestation de services obligatoires aux communautés
- Faciliter les ententes volontaires de service entre les communautés intéressées
- Servir de forum régional pour la collaboration entre les communautés concernant les questions régionales

La Commission offre les **SERVICES** suivants :

- **Aménagement local (urbanisme)**
La CSR offre des services d'aménagement du territoire à toutes les municipalités, communautés rurales et les districts de services locaux dans son territoire. Entre autres, elle offre un appui dans l'élaboration de plans, à leur gestion et leur application, à l'octroi de permis de construction, à l'inspection de bâtiments et à l'approbation de lotissements.
- **Gestion des déchets solides**
La CSR offre aux municipalités, aux communautés rurales et aux districts de services locaux de la région des services d'élimination des déchets solides. Ceci comprend: l'exploitation de la station de transfert, la coordination de divers programmes de recyclage et la manutention des déchets dangereux.

The **MANDATE** of Regional Service Commissions (RSC) is to:

- Deliver or facilitate the delivery of the mandated services to communities
- Facilitate voluntary service arrangements among interested communities
- Act as a regional forum for collaboration among communities on regional issues

The Commission provides the following **SERVICES** :

- **Local Planning**
The RSC provides land use planning services to all municipalities, rural communities and Local service districts in its territory. This function includes providing support in the development of plans, the administration and enforcement of the plans, the issuance of building permits, conducting building inspections, and the approval of subdivisions.
- **Solid Waste Management**
The RSC provides solid waste disposal services to the Municipalities, Rural Communities and Local Service Districts within our region. This includes the operation of the transfer station, as well as the coordination of various recycling programs and the handling of hazardous waste.

- **Aménagement régional**

La commission de services régionaux est chargée de l'élaboration d'un plan régional visant à mieux coordonner et gérer l'aménagement et l'utilisation des terres dans leur région respective. Plus particulièrement, le plan régional sera axé sur des stratégies qui privilégient des méthodes de développement durable, qui encouragent la coordination de l'aménagement entre les communautés, orientent l'emplacement des infrastructures importantes (routes principales, installations, sentiers) et qui améliorent la coordination du développement commercial et industriel. Le plan régional sera aussi un outil important pour mieux gérer, protéger et harmoniser les ressources et les paysages urbains et ruraux.

- **Collaboration régionale en matière de services de police**

La commission de services régionaux sert de tribune régionale pour évaluer l'efficacité des services de police. En outre, elle cernera les enjeux d'intérêt commun dans leur région respective et guide l'établissement des priorités en matière de services de police.

- **Planification régionale des mesures d'urgence**

Par l'intermédiaire de la commission de services régionaux et en partenariat avec Sécurité publique (coordonnateur régional des mesures d'urgences), les municipalités, les communautés rurales et les districts de services locaux planifieront, coordonnent et mettent en commun les ressources afin d'assurer des interventions plus efficaces en cas d'urgence.

- **Regional Planning**

The Regional Service Commission is responsible for the development of a Regional Plan, the aim of which would be to better coordinate and manage development and land use within the region. More specifically, the Regional Plan will focus on strategies that focus on sustainable development practices, that encourage coordinated development between communities, that influence and guide the location of significant infrastructure (e.g., major roadways, facilities, trails), and that enhance coordination of commercial/industrial development. The Regional Plan will also serve as an important tool in better managing, protecting and harmonizing urban and rural landscapes and resources.

- **Regional Policing Collaboration**

The Regional Service Commission serves as a forum through which the effectiveness and efficiency of policing services is reviewed and evaluated on a regional basis. In addition, the Commission identifies issues of common concern within the region and provides direction on priorities for policing services.

- **Regional Emergency Measures Planning**

In partnership with Public Safety (Regional EMO Coordinator), the Regional Service Commission will serve as the vehicle through which Municipalities, Rural Communities and Local Service Districts plan, coordinate and pool resources on a regional basis in order to enable more effective responses to emergency situations.

- **Planification des infrastructures régionales de loisirs, de culture et de sport, et partage des coûts de ces installations**

La CSR a la responsabilité de faciliter la planification et le partage des coûts des nouvelles principales installations sportives, récréatives et culturelles de leur région respective.

Ce genre d'entente pourrait être établi par la Commission sur une base régionale ou intrarégionale et pourrait couvrir les dépenses d'investissement initiales et les coûts d'exploitation permanents.

- **Collaboration relative aux questions régionales**

Un des rôles les plus importants de la Commission de services régionaux consiste à collaborer pour prendre des décisions concernant les questions et les services régionaux.

La Commission peut également offrir d'autres services soit aux communautés membres ou sur une base sous-régionale.

- **Regional Sport, Recreational, and Cultural Infrastructure Planning and Cost-Sharing**

The RSC is responsible for facilitating the planning and cost-sharing of new major sport, recreational and cultural facilities within the region.

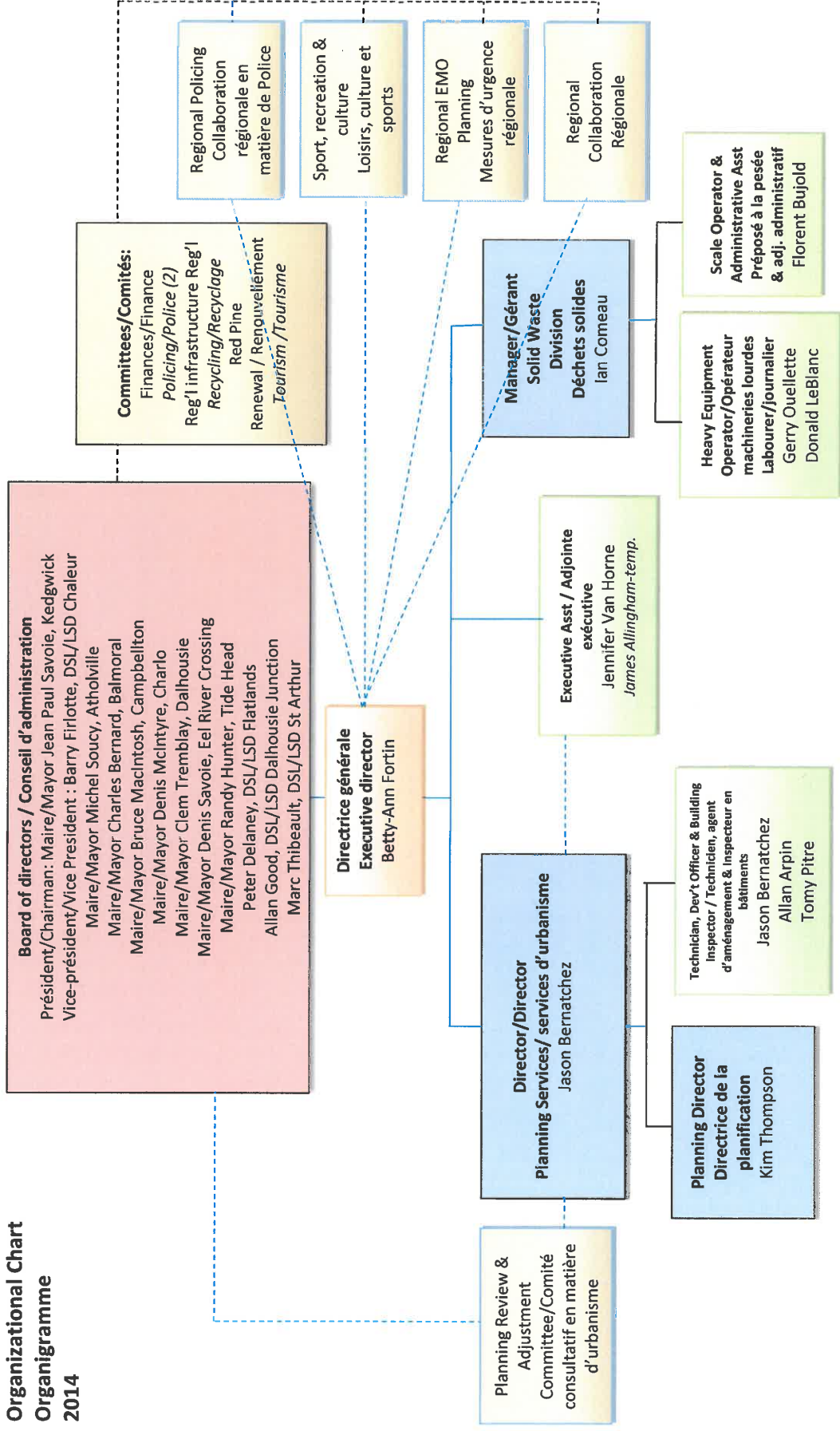
Agreements can be developed by the Commission on a fully regional or on a sub-regional basis and would cover both initial capital and ongoing operational costs.

- **Collaboration on regional issues**

One of the most important roles of the new Regional Service Commission is to collaborate on regional issues and service decisions.

The Commission can also provide other services as agreed to by the member communities on a regional or sub-regional basis.

CSR
RESTIGOUICHE
RSC
Organizational Chart
Organigramme
2014



MEMBRES - MEMBERS

Jean Paul Savoie, Président / Chairman

Barry Firlotte, Vice-président / Vice-Chair

Betty-Ann Fortin, Secrétaire de la Corporation/Corporate Secretary (Exec. Director/Directrice générale)

MUNICIPALITÉS / MUNICIPALITIES

- AtholvilleMaire/Mayor Michel Soucy
- Balmoral Maire/Mayor Charles Bernard
- Charlo Maire/Mayor Denis McIntyre
- Campbellton Maire/Mayor Bruce MacIntosh
- Dalhousie Maire/Mayor Clem Tremblay
- Eel River Crossing Maire/Mayor Denis Savoie
- Tide Head Maire/Mayor Randy Hunter

COMMUNAUTÉ RURALE / RURAL COMMUNITY

- Kedgwick Maire/Mayor Jean Paul Savoie

DISTRICTS DE SERVICES LOCAUX / LOCAL SERVICE DISTRICTS

- Chaleur Barry Firlotte
- Dalhousie Junction Allan Good
- Flatlands Peter Delaney
- St-ArthurMarc Thibeault

Gouvernance & Présences

La Commission de services régionaux opère sous la gouvernance d'un Conseil d'administration de 12 membres (maires et présidents de DSLs). Pendant l'année 2014, le Conseil a tenu 9 réunions régulières, le rapport des présences ci-dessous.

Governance & Attendance

The Regional Service Commission is governed by a board of 12 directors (Mayors and LSD Presidents). During 2014, the Board held 9 regular board meetings and below is a status of attendance.

Membre / Member	Représentant/ Representing	Présence/Attendance
Jean-Paul Savoie (<i>Président/Chairman</i>)	Kedgwick	8/9
Barry Firlotte (<i>Vice président/Vice President</i>)	DSL/LSD	9/9
Michel Soucy	Atholville	8/9
Charles Bernard	Balmoral	9/9
Bruce MacIntosh	Campbellton	8/9
Denis McIntyre	Charlo	9/9
Clem Tremblay	Dalhousie	7/9
Denis Savoie	Eel River Crossing	6/9
Randy Hunter	Tide Head	8/9
Marc Thibeault	DSL/LSD	8/9
Allan Good	DSL/LSD	9/9
Peter Delaney	DSL/LSD	9/9
Remplaçant / Alternate		
Gail Fearon	Dalhousie	2/9
François Levesque	Eel River Crossing	2/9
Gaëtan Cormier	Atholville	1/9

Dépenses des membres	Member Expenses
Vous trouverez ci-dessous, les détails des dépenses accordées aux membres qui incluent les honoraires et dépenses pour les réunions régulières, comités ainsi que toute autre réunion au nom de la CSR.	Please find below the total honorariums and expenses paid to board members which includes meetings, committees, as well as all other meetings attended on behalf of the RSC.

Membre/Member	Per Diem payé/paid	Expenses paid Dépenses payées	TOTAL
Jean-Paul Savoie	\$2,625	\$1,771	\$4,396
Barry Firlotte	\$1,500	\$537	\$2,037
Michel Soucy	\$1,875	\$349	\$2,224
Charles Bernard	\$2,125	\$1,404	\$3,529
Bruce MacIntosh	\$1,813	\$778	\$2,591
Denis McIntyre	\$1,313	\$261	\$1,574
Clem Tremblay	\$1,375	\$221	\$1,596
Denis Savoie	\$1,375	\$298	\$1,673
Randy Hunter	\$1,500	\$45	\$1,545
Marc Thibeault	\$1,375	\$250	\$1,625
Allan Good	\$1,313	\$136	\$1,449
Peter Delaney	\$1,563	\$227	\$1,790
Remplaçant/Alternate			
Gail Fearon	\$250	\$41	\$291
François Levesque	\$250	\$27	\$277
Gaëtan Cormier	\$125	\$0	\$125
	\$ 20,375	\$ 6,341.	\$ 26,721.

Annexe 2Appendix 2

ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS 2014 2014 AUDITED FINANCIAL STATEMENTS

**RESTIGOUCHE REGIONAL SERVICE COMMISSION /
COMMISSION DE SERVICES RÉGIONAUX
RESTIGOUCHE**

CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

**FOR THE YEAR ENDED
DECEMBER 31, 2014**



Allen, Paquet & Arseneau LLP

Chartered Accountants • Comptables agréés CA²⁰

RESTIGOUCHE REGIONAL SERVICE COMMISSION / COMMISSION DE SERVICES RÉGIONAUX
RESTIGOUCHE

Index

To the Consolidated Financial Statements

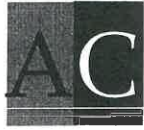
For the Year Ended December 31, 2014

	<u>Page</u>
Management's Responsibility for the Consolidated Financial Statements	1.
Independent Auditors' Report	2.
Consolidated Statement of Operations	3.
Consolidated Statement of Financial Position	4.
Consolidated Statement of Changes in Net Assets	5.
Consolidated Statement of Cash Flow	6.
Notes to the Consolidated Financial Statements	7 - 19.



Allen, Paquet & Arseneau LLP

Chartered Accountants • Comptables agréés CA[®]



Allen, Paquet & Arseneau LLP

Chartered Accountants • Comptables agréés CA

TELEPHONE: (506) 789-0820

FAX: (506) 759-7514

www.apa-ca.com

Partners / Associés

David L. Allen, CPA, CA

Yves Arseneau, CPA, CA

Tony Babin, CPA, CA

Alvin Bell, CPA, CA

Alain Pitre, CPA, CGA

207, rue Roseberry Street

C.P. / P.O. Box 519

Campbellton, NB

E3N 3G9

1.

**RESTIGOUCHE REGIONAL SERVICE COMMISSION / COMMISSION DE SERVICES RÉGIONAUX
RESTIGOUCHE**

Consolidated Financial Statements

Year ended December 31, 2014

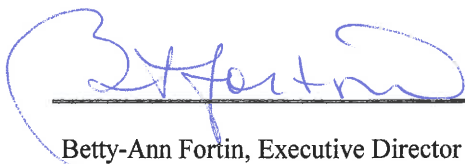
Management's Responsibility for the Consolidated Financial Statements

The accompanying consolidated financial statements of the Restigouche Regional Service Commission / Commission de services régionaux Restigouche are the responsibility of management and have been prepared in compliance with legislation, and in accordance with Canadian public sector accounting standards established by the Public Sector Accounting Board of CPA Canada. A summary of the significant accounting policies are described in Note 2 to the consolidated financial statements. The preparation of consolidated financial statements necessarily involves the use of estimates based on management's judgement, particularly when transactions affecting the current accounting period cannot be finalized with certainty until future periods.

Management maintains a system of internal controls designed to provide reasonable assurance that assets are safeguarded, transactions are properly authorized and recorded in compliance with legislative and regulatory requirements, and reliable financial information is available on a timely basis for preparation of the consolidated financial statements. These systems are monitored and evaluated by management.

Management reviews the consolidated financial statements and discuss any significant financial reporting or internal control matters prior to their approval of the consolidated financial statements.

The consolidated financial statements have been audited by Allen, Paquet & Arseneau LLP, independent external auditors appointed by Restigouche Regional Service Commission / Commission de services régionaux Restigouche. The accompanying Independent Auditors' Report outlines their responsibilities, the scope of their examination and their opinion on Restigouche Regional Service Commission / Commission de services régionaux Restigouche's consolidated financial statements.



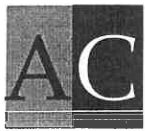
Betty-Ann Fortin, Executive Director

207, rue Roseberry Street
C.P. / P.O. Box 519
Campbellton, NB E3N 3G9

270, av. Douglas Ave
C.P. / P.O. Box 482
Bathurst, NB E2A 3Z4

829-1 King George Highway
Miramichi, NB
E1V 1P9

356, rue Canada Street
St-Quentin, NB
E8A 1H7



Allen, Paquet & Arseneau LLP

Chartered Accountants • Comptables agréés CA

TELEPHONE: (506) 789-0820

FAX: (506) 759-7514

www.apa-ca.com

Partners / Associés

David L. Allen, CPA, CA

Yves Arseneau, CPA, CA

Tony Babin, CPA, CA

Alvin Bell, CPA, CA

Alain Pitre, CPA, CGA

207, rue Roseberry Street

C.P. / P.O. Box 519

Campbellton, NB

E3N 3G9

2.

INDEPENDENT AUDITORS' REPORT

To the Directors of

Restigouche Regional Service Commission / Commission de services régionaux Restigouche

Report on the Financial Statements

We have audited the accompanying consolidated financial statements of the Restigouche Regional Service Commission / Commission de services régionaux Restigouche, which comprise the consolidated statement of financial position as at December 31, 2014 and the consolidated statements of operations, changes in net assets and cash flow for the year ended December 31, 2014 and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Management's Responsibility for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these consolidated financial statements in accordance with Canadian generally accepted accounting principles and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these consolidated financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the consolidated financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the consolidated financial statements. The procedures selected depend on the auditors' judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the consolidated financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the consolidated financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, these consolidated financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Restigouche Regional Service Commission / Commission de services régionaux Restigouche as at December 31, 2014 and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles as outlined in the Public Sector Accounting (PSA) Handbook.

Campbellton, NB

May 21, 2015

Allen, Paquet & Arseneau LLP

Chartered Accountants

207, rue Roseberry Street
C.P. / P.O. Box 519
Campbellton, NB E3N 3G9

270, av. Douglas Ave
C.P. / P.O. Box 482
Bathurst, NB E2A 3Z4

829-1 King George Highway
Miramichi, NB
E1V 1P9

356, rue Canada Street
St-Quentin, NB
E8A 1H7

**RESTIGOUCHE REGIONAL SERVICE COMMISSION / COMMISSION DE SERVICES RÉGIONAUX
RESTIGOUCHE****Consolidated Statement of Operations****For the Year Ended December 31**

	2014	2014	2013
	(Unaudited) Budget Note 12	Actual	Actual
REVENUE			
Member Charges	\$ 1,352,203	\$ 1,358,111	\$ 1,285,739
Sale of Services	646,513	732,506	813,906
Other Revenue	77,132	56,519	74,026
Grants	-	-	3,000
Interest	-	186	173
	2,075,848	2,147,322	2,176,844
EXPENDITURES			
Administration	267,324	316,826	319,297
Fiscal Services	38,240	38,033	38,615
Governance	36,000	28,514	23,363
Planning and Building Inspection Services	331,293	326,530	309,035
Regional Emergency Measures Planning	3,000	-	-
Regional Planning	500	-	-
Regional Policing Collaboration	500	-	-
Regional Sport, Recreation and Culture	1,500	-	-
Solid Waste Services	1,467,306	1,433,605	1,507,784
	2,145,663	2,143,508	2,198,094
ANNUAL SURPLUS (DEFICIT)	\$ (69,815)	\$ 3,814	\$ (21,250)
ACCUMULATED SURPLUS, Beginning of Year		1,012,010	1,033,260
ACCUMULATED SURPLUS, End of Year		\$ 1,015,824	\$ 1,012,010

**RESTIGOUCHE REGIONAL SERVICE COMMISSION / COMMISSION DE SERVICES RÉGIONAUX
RESTIGOUCHE**

Consolidated Statement of Financial Position

As at December 31

2014

2013

FINANCIAL ASSETS

Cash and Short Term Investments (Note 3)	\$	467,533	\$	400,035
Receivables				
General		146,768		150,621
Due from Federal Government (Note 4)		28,051		50,484
Due from Other Regional Service Commissions		-		36,462

\$ 642,352 \$ 637,602

LIABILITIES

Accounts Payable and Accrued Liabilities	\$	129,609	\$	157,058
Long Term Debt (Note 5)		195,000		225,000
		324,609		382,058

NET ASSETS

317,743 255,544

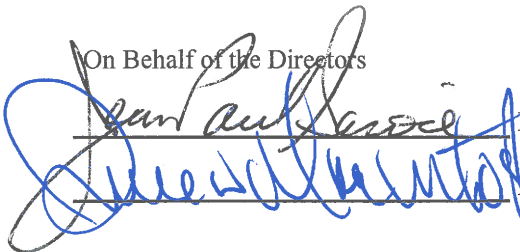
NON-FINANCIAL ASSETS

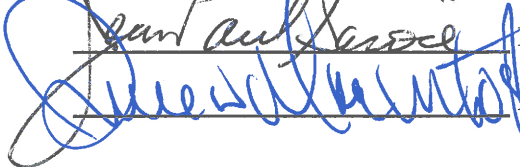
Tangible Capital Assets (Note 8)		1,129,939		1,123,269
Accumulated Amortization	(	436,871)	(	371,816)
		693,068		751,453
Prepaid Expenses		5,013		5,013
		698,081		756,466

ACCUMULATED SURPLUS (Page 3)

\$ 1,015,824 \$ 1,012,010

On Behalf of the Directors

 Director

 Director

**RESTIGOUCHE REGIONAL SERVICE COMMISSION / COMMISSION DE SERVICES RÉGIONAUX
RESTIGOUCHE****Consolidated Statement of Changes in Net Assets
For the Year Ended December 31**

	2014	2013
Annual Deficit (Page 3)	\$ 3,814	(21,250)
Acquisition of Tangible Capital Assets	(6,670)	-
Amortization of Tangible Capital Assets	65,055	73,379
	62,199	52,129
Decrease in Prepaid Expenses	-	9,329
INCREASE IN NET ASSETS	62,199	61,458
NET ASSETS, Beginning of Year (Page 4)	255,544	194,086
NET ASSETS, End of Year	\$ 317,743	\$ 255,544

**RESTIGOUCHE REGIONAL SERVICE COMMISSION / COMMISSION DE SERVICES RÉGIONAUX
RESTIGOUCHE****Consolidated Statement of Cash Flow
For the Year Ended December 31****2014****2013**

OPERATING TRANSACTIONS

Annual Deficit	\$	3,814	\$(	21,250)
Amortization of Tangible Capital Assets		65,055		73,379
Receivables				
General		3,853	(	25,743)
Due from Federal Government		22,433	(	11,884)
Due from Other Regional Service Commissions		36,462	(	7,293)
Prepaid Expenses		-		9,329
Accounts Payable and Accrued Liabilities	(	27,449)		8,420
Change in Payable to Department of Environment and Local Government		-		24,507
		104,168		49,465

CAPITAL TRANSACTIONS

Acquisition of Tangible Capital Assets	(	6,670)		-
--	---	--------	--	---

FINANCING TRANSACTIONS

Long Term Debt	(	30,000)	(	29,000)
----------------	---	---------	---	---------

NET INCREASE IN CASH AND CASH EQUIVALENTS		67,498		20,465
--	--	---------------	--	---------------

CASH AND CASH EQUIVALENTS, Beginning of Year		400,035		379,570
---	--	----------------	--	----------------

CASH AND CASH EQUIVALENTS, End of Year	\$	467,533	\$	400,035
---	----	----------------	----	----------------

1. PURPOSE OF THE ORGANIZATION

The Commission was established under a special act of the New Brunswick legislature with a mandate to provide or facilitate the provision of regional planning services and solid waste disposal services to all its members, and to all its members that are local service districts, a land use planning service. Regional Service Commission 2 (the "Commission") was created effective January 1, 2013. The name of the Commission changed on April 10, 2014 to Restigouche Regional Service Commission/Commission de Services Régionaux Restigouche.

In accordance with a Ministerial Order, Sections 41 and 48 of the Regional Service Delivery Act, SNB 2012, c.37 effective January 1st, 2013, all assets, liabilities, rights, obligations, powers and responsibilities of the Restigouche Solid Waste Commission and the Restigouche Planning District Commission were transferred to and became the assets, liabilities, rights, obligations, powers and responsibilities of Regional Service Commission 2.

2. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

The consolidated financial statements of the Commission are the representations of management prepared in accordance with Canadian generally accepted accounting principles for local governments, as recommended by the Public Sector Accounting Board (PSAB) of CPA Canada.

The focus of PSA financial statements is on the financial position of the Commission and the changes thereto. The Consolidated Statement of Financial Position includes all of the assets and liabilities of the Commission .

Significant aspects of the accounting policies adopted by the Commission are as follows:

(a) Reporting Entity

The financial statements reflect the assets, liabilities, revenues, expenditures and changes in net assets and cash flows of the Commission . The reporting entity is comprised of all organizations and enterprises accountable for the administration of their affairs and resources to the Commission and which are owned or controlled by the Commission.

Interdepartmental and organizational transactions and balances are eliminated.

(b) Budget

The budget figures contained in these consolidated financial statements were approved by the Board on November 20, 2013.

(c) Revenue Recognition

Unrestricted revenue is recorded on an accrual basis and is recognized when collection is reasonably assured. Restricted contributions are recognized as revenue in the year in which the related expenses are incurred. Other revenue is recorded when it is earned.

(d) Use of Estimates

The preparation of the financial statements in conformity with Canadian generally accepted accounting principles requires management to make estimates that affect the reported amount of assets and liabilities and disclosure of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amount of revenues and expenses during the reporting period. These estimates are reviewed periodically, and as adjustments become necessary, they are reported in earnings in the period in which they become known. Actual results may differ from those estimates.

2. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)

(e) Financial Instruments

The Commission's financial instruments consist of cash, short-term investments, accounts receivables, due from Federal Government and payables and accruals. Unless otherwise noted, it is management's opinion that the Commission is not exposed to significant interest, currency or credit risk arising from these financial instruments. The fair value of these financial instruments approximates their carrying values, unless otherwise noted.

(f) Cash and Cash Equivalents

Cash and cash equivalents include cash on hand, balances with banks and short term deposits.

(g) Tangible Capital Assets

Tangible capital assets are recorded at cost which includes all amounts that are directly attributable to acquisition, construction, development or betterment of the asset. The cost of the tangible capital assets are amortized on a straight line basis over the estimated useful life as follows:

	<u>Years</u>
Land:	
All land owned by the Commission, including land under buildings	N/A
Buildings:	
All buildings owned by the Commission,	40 years
Heavy Equipment:	
Includes a loader and an excavator	15 years
Machinery and Equipment	
Includes information technology assets, motorized fleet equipment and similar assets	5 - 10 years
Vehicles	
All vehicles including trucks and similar assets	5 years
Furniture and Fixtures:	
Includes desks, chairs, file cabinets, kitchen appliances, water dispensers and similar assets	5 years
Computer Equipment:	
Includes personal computers, monitors, laptops, printers, servers, software, cameras, fax machines and similar assets.	5 years

The Commission has a capitalization threshold of \$2,500. Any item purchased under this threshold is recorded as an expense in the year the item is acquired.

All grants and other third party contributions are recorded as income in the year the expenditure for the capital asset is incurred. The full cost of the asset is capitalized during the year the asset is substantially complete and put into use.

2. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)

(h) Segmented Information

The Commission is a diversified service unit that provides a wide range of services to its members. For management reporting purposes, the Commission's operations and activities are organized and reported by function. This presentation was created for the purpose of recording specific activities to attain certain objectives in accordance with special regulations, restrictions or limitations. Commission services are provided by departments as follows:

Corporate Services

This department is responsible for the overall governance and financial administration of the Commission. This includes board functions, general and financial management, legal matters and compliance with legislation as well as member relations.

Co-operative and Regional Planning Services

This department is responsible for providing its members with a forum in order to initiate cooperative action among its members, which includes discussions with respect to regional planning, regional policing collaboration, regional emergency measures planning, regional sport, recreation and culture infrastructure planning and cost sharing, as well as any other regional services agreed upon by the members.

Local Planning Services

This department is responsible for providing land use planning services to all municipalities and local service districts in its territory. This function includes the development of rural plans, the administration and enforcement of the plans, the issuance of building permits, conducting building inspections and the approval of subdivisions.

Solid Waste Services

This department provides solid waste disposal services to the Municipalities, Rural Communities and Local Service Districts within the region and operates the Restigouche Transfer Station. This includes coordination of various recycling programs, the handling of hazardous waste and the promotion of composting.

3. CASH AND SHORT TERM INVESTMENTS

	2014	2013
Term Deposits (Restricted)	\$ 10,542	\$ 13,459
Term Deposits (Unrestricted)	312,753	312,567
Cash (Unrestricted)	144,238	74,009
	\$ 467,533	\$ 400,035

**RESTIGOUCHE REGIONAL SERVICE COMMISSION / COMMISSION DE SERVICES RÉGIONAUX
RESTIGOUCHE**
Notes to the Consolidated Financial Statements
For the Year Ended December 31, 2014

4. DUE FROM FEDERAL GOVERNMENT

	2014	2013
Canada Revenue Agency - HST Refund	\$ 28,051	\$ 50,484

5. LONG TERM DEBT

	2014	2013
Serial debenture with variable interest from 2.5% to 3.85%, maturing in 2020	\$ 195,000	\$ 225,000

Principal payments of long term debt are due as follows:

2015	\$ 30,000
2016	31,000
2017	32,000
2018	33,000
2019	34,000
Subsequent years	35,000
	\$ 195,000

Approval of the Municipal Capital Borrowing Board has been obtained for the above long term debt. The Commission is in compliance with the requirements of the Municipal Capital Borrowing Act.

6. COMMITMENTS

Office and Equipment Leases

The Commission has entered into a lease agreement for office premises requiring annual lease payments of \$37,192 ending June 30, 2019.

The Commission has entered into a lease agreement for office equipment requiring annual lease payments of \$5,877 ending November 2018.

7. COMPARATIVE FIGURES

Certain comparative figures have been reclassified to conform with the presentation used in the current year.

RESTIGOUCHE REGIONAL SERVICE COMMISSION / COMMISSION DE SERVICES RÉGIONAUX RESTIGOUCHE
Notes to the Consolidated Financial Statements
For the Year Ended December 31, 2014

8. SCHEDULE OF TANGIBLE CAPITAL ASSETS

	Land	Buildings	Heavy Equipment	Machinery and Equipment	Vehicles	Office Equipment	Computer Equipment	2014 Total	2013 Total
COST									
Balance, Beginning of Year	\$ 31,683	\$ 368,178	\$ 343,517	\$ 330,474	\$ 3,955	\$ 15,097	\$ 30,365	\$ 1,123,269	\$ -
Add: Assets Transferred by Ministerial Order	-	-	-	-	-	-	-	-	1,123,269
Add: Net Additions During the Year	-	-	-	-	-	-	6,670	6,670	-
BALANCE, END OF YEAR	31,683	368,178	343,517	330,474	3,955	15,097	37,035	1,129,939	1,123,269
ACCUMULATED AMORTIZATION									
Balance, Beginning of Year	-	32,972	62,288	235,313	3,560	14,569	23,114	371,816	-
Add: Amortization Transferred by Ministerial Order	-	-	-	-	-	-	-	-	298,437
Add: Amortization During the Year	-	9,204	22,901	27,457	395	478	4,620	65,055	73,379
BALANCE, END OF YEAR	-	42,176	85,189	262,770	3,955	15,047	27,734	436,871	371,816
NET BOOK VALUE OF TANGIBLE CAPITAL ASSETS	\$ 31,683	\$ 326,002	\$ 258,328	\$ 67,704	\$ -	\$ 50	\$ 9,301	\$ 693,068	\$ 751,453
Consists of:									
Solid Waste Fund Assets	\$ 31,683	\$ 326,002	\$ 258,328	\$ 67,704	\$ -	\$ -	\$ 3,230	\$ 686,947	\$ 744,379
Local Planning Fund Assets	-	-	-	-	-	50	6,071	6,121	7,074
	\$ 31,683	\$ 326,002	\$ 258,328	\$ 67,704	\$ -	\$ 50	\$ 9,301	\$ 693,068	\$ 751,453

RESTIGOUCHE REGIONAL SERVICE COMMISSION / COMMISSION DE SERVICES RÉGIONAUX RESTIGOUCHE

Notes to the Consolidated Financial Statements
For the Year Ended December 31, 2014

9. SCHEDULE OF SEGMENT DISCLOSURE

	Corporate Services	Co-operative and Regional Planning	Local Planning	Solid Waste Services	Total 2014	Total 2013
REVENUES						
Member Charges	\$ -	\$ 36,472	\$ 470,044	\$ 851,595	\$ 1,358,111	\$ 1,285,739
Sales of Services	-	-	-	732,506	732,506	813,906
Other Revenue	8,925	-	1,578	46,016	56,519	74,026
Grants - Entreprise Restigouche	-	-	-	-	-	3,000
Interest	-	-	-	186	186	173
	8,925	36,472	471,622	1,630,303	2,147,322	2,176,844
EXPENDITURES						
Salaries and Benefits	80,204	-	276,385	162,626	519,215	395,280
Goods and Services	73,476	-	141,145	1,337,590	1,552,211	1,721,828
Amortization	-	-	4,034	61,021	65,055	73,379
Interest	-	-	-	7,027	7,027	7,607
	153,680	-	421,564	1,568,264	2,143,508	2,198,094
SURPLUS (DEFICIT)						
FOR THE YEAR	\$(144,755)	\$ 36,472	\$ 50,058	\$ 62,039	\$ 3,814	\$(21,250)

RESTIGOUCHE REGIONAL SERVICE COMMISSION / COMMISSION DE SERVICES RÉGIONAUX RESTIGOUCHE
Notes to the Consolidated Financial Statements
For the Year Ended December 31, 2014

10. RECONCILIATION OF ANNUAL SURPLUS (DEFICIT)

The Regional Service Delivery act, items 27(7) and 27(8) stipulate if a Commission has a deficit/surplus with respect to a service at the end of its fiscal year, the Commission shall cause the deficit/surplus to be debited/credited against/to the Commission's budget with respect to that service for the second next ensuing year.

	Co-operative and Regional Planning Operating Fund	Local Planning Operating Fund	Solid Waste Operating Fund	Local Planning Capital Fund	Solid Waste Capital Fund	Local Planning Operating Reserve Fund	Local Planning Capital Reserve Fund	Solid Waste Operating Reserve Fund	Solid Waste Capital Reserve Fund	Total
2014 ANNUAL										
DEFICIT PER PSAB	\$ 7,521	\$ 9,218	\$ 51,944	\$ (4,034)	\$ (61,021)	\$ -	\$ -	\$ 20	\$ 166	\$ 3,814
Adjustments to Annual Surplus (Deficit)										
for Funding Requirements										
Second Previous Year's Surplus (Deficit)	-	(2,059)	39,319	-	-	-	-	-	-	37,260
Transfers Between Funds										
Solid Waste Operating to Solid Waste Operating Reserve Fund	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solid Waste Operating to Solid Waste Capital Reserve Fund	-	-	(40,000)	-	-	-	-	-	40,000	-
Local Planning Operating Reserve Fund to Local Planning Operating Capital expenditures	-	3,000 (3,081)	- (3,589)	- 3,081	- 3,589	(3,000)	-	-	-	-
Local Planning Operating to Local Planning Capital Reserve Fund	-	(2,500)	-	-	-	-	2,500	-	-	-
Long Term Debt	-	-	(30,000)	-	30,000	-	-	-	-	-
Principal Repayment	-	-	-	4,034	61,021	-	-	-	-	65,055
Amortization Expense	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Adjustments to 2014 Annual Surplus (Deficit)	-	(4,640)	(34,270)	7,115	94,610	(3,000)	2,500	-	40,000	102,315
2014 ANNUAL FUND SURPLUS (DEFICIT)										
FOR FUNDING PURPOSES	7,521 \$	4,578 \$	17,674 \$	3,081 \$	33,589 \$	(3,000) \$	2,500 \$	20 \$	40,166 \$	106,129 \$
2014 annual surplus (deficit) per PNB requirements	\$ 7,521	\$ 4,578	\$ 17,674	\$ 3,081	\$ 33,589	\$ (3,000)	\$ 2,500	\$ 20	\$ 40,166	

RESTIGOUCHE REGIONAL SERVICE COMMISSION / COMMISSION DE SERVICES RÉGIONAUX RESTIGOUCHE
Notes to the Consolidated Financial Statements
For the Year Ended December 31, 2014

11. STATEMENT OF RESERVES

	Planning Operating Reserve Fund	Planning Capital Reserve Fund	Solid Waste Operating Reserve Fund	Solid Waste Capital Reserve Fund	Total 2014	Total 2013
ASSETS						
Cash	\$ -	\$ -	\$ 88,468	\$ 224,285	\$ 312,753	\$ 312,393
Accounts Receivable	-	-	-	-	-	17,795
Due from Operating Fund	21,900	2,500	-	115,000	139,400	96,900
	21,900	2,500	88,468	339,285	452,153	427,088
LIABILITIES						
Due to Operating Fund	3,000	-	-	-	3,000	-
	3,000	-	-	-	3,000	-
ACCUMULATED SURPLUS	\$ 18,900	\$ 2,500	\$ 88,468	\$ 339,285	\$ 449,153	\$ 427,088
REVENUE						
Interest	\$ -	\$ -	\$ 20	\$ 166	\$ 186	\$ 174
Transfers from Operating Fund	-	2,500	-	40,000	42,500	96,900
	-	2,500	20	40,166	42,686	97,074
EXPENDITURES						
Transfer to General Operating Fund	3,000	-	-	-	3,000	-
	3,000	-	-	-	3,000	-
ANNUAL SURPLUS (DEFICIT)	\$ (3,000)	\$ 2,500	\$ 20	\$ 40,166	\$ 39,686	\$ 97,074

Name of Investment	Principal Amount	Interest Rate	Date of Maturity
Cashable GIC	\$70,819.40	0.1500%	June 24, 2015
Savings Account	\$88,468.26	0.05%	
Saving Account	\$153,465.73	0.05%	

Commission Resolution regarding transfers to reserves:

Moved by Director Soucy, seconded by Director Savoie that \$40,000 be transferred from the Solid Waste Operating Fund to the Solid Waste Capital Reserve Fund.

Moved by Director Soucy, seconded by Director Savoie that \$3,000 be transferred from the Planning Operating Reserve Fund to the Planning Operating Fund.

Moved by Director Soucy, seconded by Director Savoie that \$2,500 be transferred from the Planning Operating Fund to the Planning Capital Reserve Fund.

I hereby certify that the above is true and an exact copy of the resolution adopted at a special meeting of the Board of Directors on December 4, 2014.

 May 22-2015
 Betty-Ann Fortin
 Executive Director
 Restigouche Regional Service Commission/Commission de Services Régionaux Restigouche

RESTIGOUCHE REGIONAL SERVICE COMMISSION / COMMISSION DE SERVICES RÉGIONAUX RESTIGOUCHE

Notes to the Consolidated Financial Statements
For the Year Ended December 31, 2014

12. OPERATING BUDGET TO PSA BUDGET

	Corporate Services Operating Budget	Co-operative and Regional Planning Operating Budget	Local Planning Operating Budget	Solid Waste Operating Budget	Amortization	Transfers	Total
Revenues							
Member Charges	\$ -	\$ 36,472	\$ 470,044	\$ 845,687	\$ -	\$ -	\$ 1,352,203
Sale of Services	-	-	-	646,513	-	-	646,513
Co-operative and Regional Planning Services	36,472	-	-	-	-	(36,472)	-
Local Planning Services	46,456	-	-	-	-	(46,456)	-
Solid Waste Services	77,426	-	-	-	-	(77,426)	-
Surplus of Second Previous Year	-	-	-	39,319	-	(39,319)	-
Other Revenue	3,500	-	12,000	61,632	-	-	77,132
	163,854	36,472	482,044	1,593,151	-	(199,673)	2,075,848
Expenditures							
Administration	122,354	-	103,770	41,200	-	-	267,324
Fiscal Services	-	36,472	48,956	145,666	-	(192,854)	38,240
Governance	36,000	-	-	-	-	-	36,000
Planning and Building Inspection Services	-	-	327,259	-	4,034	-	331,293
Solid Waste Services	-	-	-	1,406,285	61,021	-	1,467,306
Deficit of Second Previous Year	-	-	2,059	-	-	(2,059)	-
Regional Emergency Measures Planning	3,000	-	-	-	-	-	3,000
Regional Planning	500	-	-	-	-	-	500
Regional Policing Collaboration	500	-	-	-	-	-	500
Regional Sport, Recreation and Culture	1,500	-	-	-	-	-	1,500
	163,854	36,472	482,044	1,593,151	65,055	(194,913)	2,145,663
Surplus (Deficit)	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$(65,055)	\$(4,760)	\$(69,815)

**RESTIGOUCHE REGIONAL SERVICE COMMISSION / COMMISSION DE SERVICES RÉGIONAUX
RESTIGOUCHE**

**Notes to the Consolidated Financial Statements
For the Year Ended December 31, 2014**

13. REVENUE AND EXPENDITURES SUPPORT

	(Unaudited) 2014 Budget	2014 Actual	2013 Actual
REVENUE			
<u>Co-operative and Regional Planning</u>			
<i>Member Charges</i>			
- Atholville	\$ 2,757	\$ 2,757	\$ 2,479
- Balmoral	2,172	2,172	1,935
- Campbellton	10,593	10,593	9,228
- Charlo	1,754	1,754	1,555
- Dalhousie	5,422	5,422	5,493
- Eel River Crossing	1,332	1,332	1,230
- Kedgwick	2,575	2,575	2,304
- Tide Head	1,335	1,335	1,180
- Local Service Districts	8,532	8,532	7,596
	36,472	36,472	33,000
<i>Revenue from Other Sources</i>			
Grants - Entrepise Restigouche		-	3,000
Other		-	12,491
	\$ 36,472	\$ 36,472	\$ 48,491
<u>Corporate Services</u>			
<i>Revenue from Other Sources</i>			
Other	\$ 3,500	\$ 8,925	\$ -
<u>Local Planning Services</u>			
<i>Member Charges</i>			
- Atholville	\$ 48,903	\$ 48,903	\$ 44,849
- Balmoral	25,797	25,797	23,060
- Campbellton	142,881	142,881	122,911
- Charlo	21,939	21,939	19,442
- Dalhousie	77,710	77,710	87,156
- Eel River Crossing	13,163	13,163	12,820
- Kedgwick	30,753	30,753	27,796
- Tide Head	16,195	16,195	14,263
- Local Service Districts	92,703	92,703	76,571
	470,044	470,044	428,868
<i>Revenue from Other Sources</i>			
Other Revenue	12,000	1,578	5,386
	12,000	1,578	5,386
	\$ 482,044	\$ 471,622	\$ 434,254

**RESTIGOUCHE REGIONAL SERVICE COMMISSION / COMMISSION DE SERVICES RÉGIONAUX
RESTIGOUCHE**

**Notes to the Consolidated Financial Statements
For the Year Ended December 31, 2014**

13. REVENUE AND EXPENDITURES SUPPORT (continued)

	(Unaudited) 2014 Budget	2014 Actual	2013 Actual
REVENUE			
<u>Solid Waste Services</u>			
<i>Member Tipping Fees</i>			
- Atholville	\$ 40,756	\$ 39,475	\$ 38,629
- Balmoral	50,502	51,321	50,125
- Campbellton	248,080	240,063	237,308
- Charlo	44,300	46,921	43,888
- Dalhousie	115,180	109,179	109,810
- Eel River Crossing	41,199	41,288	38,597
- Kedgwick	53,160	43,705	31,988
- Tide Head	31,010	30,689	29,598
- Local Service Districts	221,500	248,954	243,928
	845,687	851,595	823,871
<i>Revenue from Other Sources</i>			
Tipping Fees from Other Sources	625,073	698,978	793,106
Recycling	10,000	26,239	16,506
Special Waste	11,440	1,442	1,752
Other Operational Revenue	-	5,847	2,542
Government Transfers	40,000	24,781	27,018
Other Revenue	21,632	21,151	29,048
Interest Income	-	84	83
	708,145	778,522	870,055
	\$ 1,553,832	\$ 1,630,117	\$ 1,693,926
EXPENDITURES			
<u>Corporate Services</u>			
<i>Governance</i>			
Stipends	\$ 26,000	\$ 20,375	\$ 17,625
Travel	7,000	6,267	4,950
Other	3,000	1,872	788
	36,000	28,514	23,363
<i>Administration</i>			
Salaries and Benefits	76,854	80,204	73,075
Travel	10,000	8,292	7,265
Training and Development	-	-	820
External Audit Fees	15,500	21,100	11,500
Executive Director Expenses	-	2,278	139
Human Resource Expenses	-	-	438
Other Financial Management	-	-	4,900
Liability Insurance	3,500	3,137	3,238
Telecommunications	1,500	1,262	1,334
Translation Services	15,000	6,412	7,972
Other	-	2,481	4,293
	122,354	125,166	114,974
	\$ 158,354	\$ 153,680	\$ 138,337

**RESTIGOUCHE REGIONAL SERVICE COMMISSION / COMMISSION DE SERVICES RÉGIONAUX
RESTIGOUCHE**
Notes to the Consolidated Financial Statements
For the Year Ended December 31, 2014

13. REVENUE AND EXPENDITURES SUPPORT (continued)

	(Unaudited) 2014 Budget	2014 Actual	2013 Actual
EXPENDITURES			
<u>Co-operative and Regional Planning</u>			
<i>Regional Planning</i>			
Meetings	\$ 500	\$ -	\$ -
<i>Regional Policing Collaboration</i>			
Meetings	500	-	-
<i>Regional Emergency Measures</i>			
Meetings	3,000	-	-
<i>Regional Sport, Recreation and Culture Infrastructure</i>			
Meetings	1,500	-	-
	\$ 5,500	\$ -	\$ -
<u>Local Planning Services</u>			
<i>Administration</i>			
Office Equipment and Supplies	\$ 19,500	\$ 13,612	\$ 10,962
Printing and Copying	7,000	7,787	4,912
Telephone	10,500	8,283	10,060
Office Building	55,270	54,717	53,442
Legal Services	3,000	2,462	11,910
Liability Insurance	7,000	6,499	8,585
Other	1,500	1,674	5,961
	103,770	95,034	105,832
<i>Planning and Building Inspection Services</i>			
Salaries and Benefits	277,791	276,385	268,658
Travel	16,500	16,752	14,150
Training and Development	3,000	4,484	1,465
Advertising	4,000	2,747	3,563
Amortization	4,034	4,034	5,037
Map and Reference Material	1,000	1,031	881
Planning Advisory Committee	12,000	9,609	7,243
Geographic Information System	5,000	7,627	7,831
Other	7,968	3,861	207
	331,293	326,530	309,035
	\$ 435,063	\$ 421,564	\$ 414,867

**RESTIGOUCHE REGIONAL SERVICE COMMISSION / COMMISSION DE SERVICES RÉGIONAUX
RESTIGOUCHE**

Notes to the Consolidated Financial Statements

For the Year Ended December 31, 2014

13. REVENUE AND EXPENDITURES SUPPORT (continued)

	(Unaudited) 2014 Budget	2014 Actual	2013 Actual
EXPENDITURES			
<u>Solid Waste Services</u>			
<i>Administration</i>			
Salaries and Benefits	\$ -	\$ 57,844	\$ 53,547
Travel	5,000	2,994	3,624
Office Equipment and Supplies	10,700	3,038	2,219
Printing and Copying		1,749	1,847
Telephone	4,000	3,756	3,608
Office Building	7,500	10,201	9,778
Other	4,000	2,747	17,675
Legal Services	-	7,215	631
Advertising, Tours, Promotional	10,000	805	1,837
Professional Services	-	-	3,725
Bad Debts	-	6,277	-
	41,200	96,626	98,491
<i>Operations</i>			
Amortization	61,021	61,021	68,342
Repairs and Maintenance	43,735	28,022	33,616
Janitorial	1,000	257	301
Insurance	14,000	12,774	12,953
Property Tax	19,000	18,348	18,424
Other - Building	17,500	4,110	23
Fuel	25,000	18,240	17,386
Salaries and Benefits	200,000	162,626	157,903
Site and Road Maintenance	-	2,194	786
Contracted Services - Transport	210,000	238,752	272,732
Other	-	-	2,500
Tipping Fees	776,050	800,033	807,915
Recycling - Collection	80,000	44,011	71,327
Contracted Services - Recycling	20,000	17,846	18,572
Other -Safety Equipment	-	2,671	3,256
Hazardous Household Waste	-	22,700	21,748
	1,467,306	1,433,605	1,507,784
<i>Fiscal Services</i>			
Interest on Long Term Debt	6,607	7,027	7,607
Equalization	31,633	31,006	31,008
	38,240	38,033	38,615
	\$ 1,546,746	\$ 1,568,264	\$ 1,644,890